



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

COTE D'IVOIRE 2020



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

COTE D'IVOIRE 2020



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale pour la Côte d'Ivoire

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DE LA COTE D'IVOIRE AU TITRE DE L'ANNEE 2020

Octobre 2021



SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES GRAPHIQUES.....	4
SIGLES ET ABBREVIATIONS.....	5
AVANT-PROPOS.....	6
RESUME.....	10
INTRODUCTION.....	12
I – COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	18
I.1- Balance des biens.....	18
I.1.1- Exportations de biens.....	19
I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens.....	19
I.1.1.2- Composition des exportations de biens.....	19
I.1.1.3- Orientation géographique des exportations de biens.....	21
I.1.2 - Importations de biens.....	22
I.1.2.1 - Evolution globale des importations de biens.....	22
I.1.2.3 - Orientation géographique des importations de biens.....	25
I.2 - Balance des services.....	25
I.2.1 - Exportations de services.....	25
I.2.2 - Importations de services.....	26
I.3 - Compte de revenu primaire	27
I.4 - Compte de revenu secondaire.....	28
II - COMPTE DE CAPITAL.....	29
II.1 - Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits.....	29
II.2 - Transferts de capital.....	29
III - COMPTE FINANCIER.....	30
III.1 - Investissements directs étrangers.....	30
III.2 - Investissements de portefeuille.....	32
III.3 - Dérivés financiers.....	32
III.4 - Autres investissements.....	32
IV - CAPITAUX MONETAIRES.....	34
IV.1 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	34
IV.2 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	35
IV.3 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.....	35
V - POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	36
CONCLUSION.....	37
ANNEXES.....	39

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 : Balance des paiements 2020 de la Côte d'Ivoire (optique BCEAO).....	11
Tableau n° 2 : Evolution de la balance courante de 2016 à 2020.....	18
Tableau n° 3 : Evolution de la balance commerciale de 2016 à 2020.....	18
Tableau n° 4 : Evolution des exportations de biens de 2016 à 2020.....	19
Tableau n° 5 : Principaux groupes de produits exportés de 2016 à 2020.....	20
Tableau n° 6 : Evolution des importations de biens FOB de 2016 à 2020.....	22
Tableau n° 7 : Principaux types de produits importés de 2016 à 2020.....	24
Tableau n° 8 : Evolution de la balance des services de 2016 à 2020.....	25
Tableau n° 9 : Exportations de services de 2016 à 2020.....	26
Tableau n° 10 : Importations de services de 2016 à 2020.....	27
Tableau n° 11 : Evolution du compte de revenu primaire de 2016 à 2020.....	27
Tableau n° 12 : Evolution du compte de revenu secondaire de 2016 à 2020.....	28
Tableau n° 13 : Evolution du compte de capital de 2016 à 2020.....	29
Tableau n° 14 : Evolution du compte financier (optique BCEAO) de 2016 à 2020.....	30
Tableau n° 15 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale de 2016 à 2020.....	34
Tableau n° 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de 2016 à 2020.....	35
Tableau n° 17 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires de 2016 à 2020....	35

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Principaux produits exportés en 2020.....	21
Graphique 2 : Evolution des flux nets d'IDE de 2000 à 2020.....	30
Graphique 3 : Répartition des IDE entrants selon ses composantes en 2020.....	31
Graphique 4 : Variation des actifs extérieurs nets de 2007 à 2020.....	34

SIGLES ET ABBREVIATIONS

BCE	Banque Centrale Européenne
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEAC	Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale
BoE	Banque d'Angleterre
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût Assurance Fret
CBN	Banque Centrale du Nigéria
CCC	Conseil Café-Cacao
DGD	Direction Générale des Douanes
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FED	Réserve Fédérale Américaine
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Free On Board
FTSE 100	Financial Times Stock Exchange Index 100
IDE	Investissements Directs Etrangers
MBP6	Sixième Edition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
PBoC	Banque Populaire de Chine
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PND	Plan National de Développement
PRS	Plan de Riposte Sanitaire
PSESH	Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire
PURGA	Programme d'Urgence Agricole
R.B.	Réinvestissements des Bénéfices
RBI	Banque Centrale de l'Inde
SCN 2008	Système de Comptabilité Nationale 2008
TIAO	Taux d'Intérêts des Appels d'Offres
TLTRO	Opérations ciblées de refinancement à long terme
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui retrace, sous forme comptable, l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents, au cours d'une période déterminée. Elle est présentée suivant les règles de la comptabilité en partie double.

La balance des paiements nationale permet d'évaluer l'insertion de l'économie dans son environnement extérieur, d'identifier l'apparition de déséquilibres et de comprendre comment ces déséquilibres sont financés par le reste du monde. Elle constitue, en outre, un élément essentiel des statistiques nationales. Plusieurs éléments qui en sont tirés contribuent à l'élaboration des agrégats nationaux (exportations et importations dans le produit intérieur brut, par exemple).

En général, les comptes de la balance des paiements sont établis en monnaie locale et conformément aux recommandations du Manuel de la Balance des Paiements du Fonds Monétaire International (FMI).

Ce Manuel, dont la première édition date de 1948, a été amélioré successivement en 1950, en 1961, en 1977, en 1993 et, récemment, en 2008. Chaque édition répond à l'évolution économique et financière, aux changements dans les intérêts des analystes et à l'accumulation d'expériences des statisticiens.

Ainsi, les comptes présentés ci-après ont été établis selon les principes de la nouvelle édition, la 6^{ème} (MBP6), entrée en vigueur dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) au cours de l'année 2012.

Ce nouveau Manuel, qui apporte davantage de clarifications à certains concepts, procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations. Il met aussi l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la Position Extérieure Globale (PEG), en raison du rôle prépondérant de l'analyse bilancielle dans l'appréciation de la vulnérabilité économique des Etats.

La prise en compte, par la BCEAO, de ces changements a engendré une révision globale de son dispositif d'élaboration des comptes extérieurs depuis l'année 2012, afin d'une part, de maintenir leur conformité aux normes internationales et, d'autre part, de corriger les insuffisances du dispositif précédent qui a été utilisé sur la période 1996-2011.

Ainsi, les supports de collecte des données ont-ils été entièrement révisés, de même que les applications informatiques dédiées au traitement des informations. En outre, les données des années antérieures ont été retranscrites dans le but d'assurer la cohérence des séries.

Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte du dispositif a consisté également en la prise en compte des données de certaines institutions sous-régionales qui étaient ignorées auparavant, en la répartition des données par branche d'activité et en la modification de la structure géographique des transactions. Cette dernière porte sur le remplacement de la France par la Zone Euro, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA depuis l'avènement de l'euro en 1999.

En tenant compte de toutes les modifications qui ont été introduites par le MBP6, dans le but de rapprocher les comptes extérieurs du compte "reste du monde" du Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008), les composantes de la balance des paiements sont réparties en trois grandes catégories, comme présentées ci-après.

I- Composantes de la balance des paiements

I.1 Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services et de revenus primaire et secondaire entre les entités résidentes d'une économie et celles qui sont non-résidentes. Le revenu primaire représente le gain qui revient aux unités institutionnelles résidentes en contrepartie de leur contribution à la production ou de la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles à d'autres unités institutionnelles non-résidentes. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants entre résidents et non-résidents.

I.2 Le compte de capital

Il regroupe les transferts de capital qui comprennent les remises de dettes, les dons en biens d'équipement ou destinés à en acheter ainsi que les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (achats de brevets, licences, achats d'immeubles par les ambassades).

La somme des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Elle est théoriquement égale au compte financier.

I.3 Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- **les investissements directs**, qui sont effectués par une entité appelée investisseur direct, lequel vise un intérêt durable, notamment la rentabilité ou le développement futur de l'entreprise qui reçoit l'investissement et détient, dans cette optique, au moins 10% des actions ou des droits de vote ;
- **les investissements de portefeuille**, qui regroupent tous les investissements internationaux réalisés sous forme d'acquisition de titres de participation ou de titres de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserves ;
- **les dérivés financiers**, qui sont des instruments financiers dont la valeur change en fonction de l'évolution du prix d'un autre actif appelé "support" ou "primitif" ou "sous-jacent" ;
- **les autres investissements**, qui sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classés dans les investissements de portefeuille et les réserves. Les principaux éléments inclus dans les autres investissements sont notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, l'utilisation des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- **les avoirs de réserves**, qui sont des avoirs extérieurs à disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils permettent de financer directement les déséquilibres des paiements, de réguler indirectement l'ampleur de ces déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et parer à d'autres besoins.

Les comptes de la balance des paiements sont complétés par la position extérieure globale.

II– La position extérieure globale

La Position Extérieure Globale (PEG) est un état statistique qui retrace, à un moment donné, la valeur et la composition des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La position extérieure fournit ainsi des indications sur le montant et la structure du patrimoine financier des résidents en actifs étrangers et des non-résidents en actifs locaux. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. La sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements (MBP6) distingue, au niveau des statistiques de la PEG, un compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume liés à des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment des changements de volume des avoirs, des changements de volume des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications.

Les principales étapes d'élaboration de ces deux états sont retracées ci-après.

III – Principales étapes d'élaboration de la balance des paiements

Les comptes extérieurs sont élaborés en suivant les quatre principales étapes décrites ci-après.

Etape 1 : la collecte des données

Pour l'élaboration des comptes extérieurs, les informations sont collectées auprès des agents économiques, à travers un formulaire administré par messagerie électronique et par le biais d'agents enquêteurs recrutés avec le concours du Ministère de l'Economie et des Finances. Pour ce faire, il a été établi une typologie de l'activité des agents économiques, afin de concevoir des questionnaires adaptés aux uns et aux autres et de couvrir l'ensemble des transactions internationales des différents agents économiques. Cette collecte d'informations auprès des entreprises est complétée par des statistiques recueillies auprès d'autres sources, notamment les données du commerce extérieur, communiquées par la Direction Générale des Douanes, et les tableaux de dépouillement fournis par certains organismes et départements ministériels.

Etape 2 : le traitement des données

Les informations reçues des déclarants sont contrôlées (pour vérifier la vraisemblance et la cohérence d'ensemble) et saisies dans une application qui en assure le traitement. Des rapprochements sont, ensuite, effectués avec d'autres sources. En particulier, les statistiques du commerce extérieur sont confrontées à celles sur les grands produits détenues par les organismes qui les commercialisent.

Etape 3 : l'enregistrement des données

A l'issue de ces traitements, les informations sont enregistrées de façon automatique par l'application informatique. En principe, du fait de l'équilibre comptable de la balance des paiements, le solde global des comptes devrait être nul. Dans les faits, il est constaté une différence, qui fait l'objet d'un poste « Erreurs et Omissions ». C'est un poste d'ajustement dont l'existence tient au fait que, contrairement à l'exigence d'un véritable système de comptabilisation en partie double, les enregistrements dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations ou d'enquêtes provenant de sources différentes. Ces « Erreurs et Omissions » traduisent donc des écarts statistiques issus d'incertitudes dans le taux de couverture de certaines collectes, de décalage de périodes et de différences de méthodes.

Etape 4 : Analyse de la balance des paiements

La balance des paiements étant un outil d'aide à la décision, il convient, après son élaboration, d'en expliquer les principaux soldes, à partir des transactions ou catégories de transactions effectuées avec l'étranger. Les faits économiques et politiques intervenus au cours de la période sous revue, et qui ont pu influencer directement ou indirectement ces soldes, doivent également être mis en lumière. Par ailleurs, un rapprochement avec les soldes obtenus les années précédentes est effectué, afin d'examiner la dynamique de la situation économique du pays ainsi que l'efficacité des politiques adoptées.

RESUME

L'économie mondiale a connu une récession en 2020, en raison des effets de la crise sanitaire induite par la Covid-19 sur les secteurs d'activité. La croissance mondiale s'est contractée de 3,1%¹ en 2020, après une progression de 2,8% en 2019.

Dans les Etats membres de l'UEMOA, le taux de croissance du PIB s'est établi à 1,8% en 2020, après 5,7% en 2019.

Au plan national, l'activité économique a également été négativement impactée par la pandémie de la Covid-19 en 2020. Le PIB a enregistré, en termes réels, une progression moins forte que l'année précédente, en ressortant à 2,0%, après 6,2% en 2019.

Dans ce contexte, après un solde global positif de 477,7 milliards un an plus tôt, les paiements extérieurs se sont soldés, en 2020, par un excédent de 607,0 milliards.

Toutefois, la balance des transactions courantes a enregistré un déficit, de 1.136,4 milliards, soit -3,2% du PIB, après celui de 790,3 milliards (-2,3% du PIB), en relation avec, d'une part, l'augmentation des déficits des services et des revenus et, d'autre part, la diminution de l'excédent structurel de la balance commerciale des biens.

En effet, le solde excédentaire de la balance des biens a baissé de 7,0%, en lien avec le repli, en valeur, des exportations (-204,4 milliards ; -2,8%) plus fort que celui des importations (-74,4 milliards ; -1,3%). Les exportations ont fléchi principalement en raison du retrait, en valeur, des ventes du pétrole brut (-51,5%), du café vert (-45,6%), des produits finis du pétrole (-38,3%) et des fibres de coton (-22,2%). Quant aux importations, elles se sont contractées du fait, surtout, de la diminution de la valeur des achats de produits finis du pétrole (-19,3%), du pétrole brut (-5,1%) et des biens intermédiaires (-4,4%).

Le déficit des services s'est creusé de 5,7% en 2020, en relation avec la baisse des services fournis à l'extérieur plus forte que celle des prestations reçues. Le poste des voyages a été le plus touché, avec un repli des recettes de plus de 63,6% par rapport à 2019, en raison des restrictions sanitaires décidées du fait de la Covid-19.

S'agissant du déficit du revenu primaire, il s'est aggravé de 7,8%, en passant de 985,8 milliards en 2019 à 1.062,8 milliards en 2020, du fait principalement de l'augmentation des intérêts payés sur la dette publique.

Quant au revenu secondaire, son déficit s'est accru de 19,2% par rapport à 2019. Cette aggravation est liée, d'une part, à la baisse des aides budgétaires reçues par l'Administration publique et, d'autre part, à la progression des transferts personnels, principalement ceux émis par les travailleurs migrants.

Pour ce qui est du solde positif du compte de capital, il s'est réduit de 4,6%, du fait de la baisse des dons projets reçus par l'Administration publique au cours de l'année 2020.

Le compte financier enregistre des entrées nettes de capitaux plus importantes que celles de l'année 2019, en relation avec la progression des montants reçus au titre des investissements de portefeuille, avec notamment la mobilisation d'eurobonds par l'Administration publique. Par contre, les investissements directs étrangers et les autres investissements ont connu une baisse par rapport à l'année 2019.

¹ Selon les estimations du Fonds Monétaire International d'octobre 2021

Tableau n° 1 : Balance des paiements 2020 de la Côte d'Ivoire (optique BCEAO)

(En milliards de FCFA)

Postes	Crédit /Acquisition nette d'actifs financiers	Débit / Accroissement net des passifs	Solde
Compte des transactions courantes	8 070,3	9 206,7	-1 136,4
Biens et services	7 616,0	7 287,0	329,0
Biens	7 194,8	5 478,3	1 716,5
Marchandises générales	6 352,5	5 478,3	874,2
Dont : Réexportations	17,0	0,0	17,0
Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,1	0,0	0,1
Or non monétaire	842,2	0,0	842,2
Services	421,2	1 808,7	-1 387,5
Transport	172,5	984,3	-811,9
Dont : Fret	60,9	916,7	-855,8
Voyage	95,6	121,4	-25,8
Autres services	153,1	702,9	-549,8
Revenus primaires	230,0	1 292,8	-1 062,8
Revenus des salariés	79,1	44,2	34,8
Revenus des investissements	143,4	1 248,5	-1 105,1
Autres revenus primaires	7,5	0,0	7,5
Revenus secondaires	224,3	626,9	-402,6
Administrations publiques	91,9	69,3	22,6
Aides budgétaires	91,9	69,3	22,6
Autres secteurs	132,5	557,6	-425,2
Dont : Envois de fonds des travailleurs	110,4	494,4	-384,0
Compte de capital	101,4	1,0	100,4
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	1,0	-1,0
Transfert en capital	101,4	0,0	101,4
Administrations publiques	101,4	0,0	101,4
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
Compte financier	152,6	1 794,4	-1 641,8
Investissements directs	0,8	410,3	-409,6
Investissements de portefeuille	58,6	590,3	-531,7
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	93,3	793,7	-700,5
Administration publique	9,2	997,3	-988,1
Autres secteurs	84,1	-203,6	287,7
Erreurs et omissions nettes			1,2
Solde global	809,8	202,8	607,0
Avoirs et engagements extérieurs	-809,8	-202,8	-607,0
Banque centrale	-679,2	-427,8	-251,4
Autres institutions de dépôts	-130,5	225,0	-355,6

Source : BCEAO

INTRODUCTION

La croissance économique mondiale s'est établie à -3,1% en 2020, contre +2,8% en 2019. L'activité économique est en contraction en 2020, du fait de la crise sanitaire de la Covid-19 et ses conséquences économiques, financières et sociales majeures, marquées par les confinements répétitifs et la réduction, voire l'arrêt, d'unités de production dans la majorité des Etats. Elle a été également impactée par les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine et les incertitudes liées aux élections américaines.

Dans les pays industrialisés, l'activité économique a connu une récession, le taux de croissance étant ressorti à -4,5% en 2020, après +1,7% en 2019.

Aux Etats-Unis, le taux de croissance économique est ressorti à -3,4% en 2020, après +2,3% en 2019, du fait notamment de la forte progression de la pandémie de la Covid-19, entraînant la fermeture de plusieurs entreprises. En Zone euro, la récession a été davantage prononcée, avec un taux de croissance, passant de +1,5% en 2019 à -6,3% en 2020. Quant au Royaume-Uni, l'activité économique s'est repliée, avec un taux de croissance qui est passé de +1,4% en 2019 à -9,8% en 2020, en raison des incertitudes liées au Brexit et des effets négatifs de la pandémie sur l'activité mondiale. Au Japon, le taux de croissance du PIB a été de -4,6% en 2020, contre 0,0% en 2019. L'économie japonaise enregistrait avant la crise, un ralentissement couplé au recul tendanciel de la population active lié au vieillissement démographique.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance économique a également baissé en 2020. Il s'est établi à -2,1% en 2020, contre +3,7% en 2019. En Chine, la croissance a ralenti, passant de 6,0% en 2019 à 2,3% en 2020. L'économie indienne a enregistré un taux de croissance de -7,3% en 2020, contre +4,0% en 2019. Au Brésil, le taux de croissance est ressorti à -4,1% en 2020, après +1,4% en 2019. En Russie, il s'est situé à -3,0% en 2020, consécutif à un niveau de +2,0% en 2019.

En Afrique subsaharienne, la croissance s'est contractée en 2020, loin de la tendance d'expansion observée depuis plus de dix ans. Elle a affiché un taux de -1,7% en 2020, après celui de +3,1% en 2019. Le taux de croissance du Nigeria est passé de +2,2% en 2019 à -1,8% en 2020, en raison de l'effondrement de la demande ainsi que des prix du pétrole brut. En Afrique du Sud, l'impact de la crise a été plus important, avec un taux de croissance qui est ressorti à -6,4% en 2020, contre +0,1% en 2019.

Le chômage est reparti à la hausse dans la plupart des pays industrialisés. Aux Etats-Unis, le taux de chômage est passé de 3,5% en décembre 2019² à 6,7% en décembre 2020, soit une augmentation de 3,2 points de pourcentage. Dans la Zone euro, le taux de chômage s'est situé à 8,3% en décembre 2020, après 7,4% en décembre 2019.

² Selon le rapport annuel de la BCEAO 2020

S'agissant de l'inflation, elle a connu une décélération au cours de l'année 2020, consécutive principalement à la baisse des cours du pétrole. Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation s'est établi à 0,7% en 2020, contre 1,4% en 2019, se situant ainsi en-dessous des objectifs fixés par la plupart des banques centrales. Au niveau des pays émergents et en développement, le taux d'inflation ressorti à 5,1% en 2019, s'est maintenu en 2020. En Afrique subsaharienne, la hausse des prix est ressortie à 10,3%³ en 2020.

Au plan de la politique monétaire, les banques centrales des principaux pays industrialisés ont effectué des baisses des taux directeurs en 2020, afin de soutenir l'activité économique affectée par le choc sanitaire de la Covid-19. Ainsi, la Réserve Fédérale Américaine (FED) a diminué la fourchette des taux des fonds fédéraux de 150 points de base sur l'année, pour la porter à [0,00%-0,25%]. La Banque Centrale Européenne (BCE) a, quant à elle, assoupli d'avantage le coût de refinancement à long terme des institutions bancaires. En effet, elle a autorisé, à ses guichets, lors de ses opérations de refinancement (TLTRO), que les banques bénéficient des refinancements sur une partie de l'accroissement des crédits octroyés aux entreprises et aux ménages (hors prêts immobiliers) à des taux bonifiés de 50 points par rapport aux précédentes opérations. La Banque d'Angleterre (BoE) a réduit son taux directeur de 0,75% à 0,10%, soit le niveau le plus bas de son histoire. Elle a, en outre, renforcé son programme de rachats d'actifs, dont le montant a été porté de 445 milliards de livres sterling en 2019 à 895 milliards de livres sterling en fin d'année 2020. Pour sa part, la Banque du Japon (BoJ) a poursuivi l'orientation accommodante de sa politique monétaire consistant à maintenir les taux à long terme à un bas niveau. Ainsi, le taux de facilité de dépôt (-0,10%) et le taux de rendement obligataire à 10 ans (0,0%) sont restés inchangés.

Au niveau des pays émergents, les principales banques centrales ont modifié l'orientation de leur politique monétaire. La Banque Populaire de Chine (PBoC) a réduit de 20 points de base (pdb) son taux de référence (« reverse repo ») à 7 jours, en le portant à 2,20%. Elle a, par ailleurs, modifié le taux de prêt à un an, son taux directeur de référence, pour le ramener de 4,05% en février 2020 à 3,85% en avril 2020. Au Brésil, la Banque Centrale a maintenu le taux directeur à son niveau plancher historique de 2,00%. En Inde, la Banque Centrale (RBI) a diminué son principal taux directeur à 4,00%, après deux baisses effectuées durant l'année 2020. La Banque Centrale de Russie a baissé de 1,25 points son principal taux directeur, pour le porter à 4,25% depuis le 24 juillet 2020.

Dans les pays en développement partenaires commerciaux de l'UEMOA, les banques centrales ont toutes réduit leurs taux directeurs. En effet, la Banque Centrale du Ghana (BoG) a diminué son taux directeur de 150 points de base (16% à 14,5%) en 2020. La Banque Centrale du Nigeria (CBN) a baissé son principal taux directeur de 100 pdb, pour le porter à 11,50%. La Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a procédé, en mars 2020, à une réduction de 25 pdb du taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) et de 100 pdb du taux de la facilité de prêt marginal pour les ramener respectivement à 3,25% et à 5,00%.

³ Selon le World Economic Outlook, octobre 2021

Sur les marchés des changes, la monnaie européenne s'est appréciée face aux autres principales devises en 2020, notamment le dollar (+1,9%), la livre sterling (+1,4%) et le yuan (+1,8%). La devise européenne s'est, toutefois, dépréciée par rapport au franc suisse (-3,8%) et au yen japonais (-0,2%).

Le franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, a connu une évolution similaire par rapport à ces monnaies.

Sur les marchés financiers, les principales places boursières ont enregistré des évolutions contrastées, dans un contexte marqué par un recours aux nouvelles technologies pour assurer le télétravail. En moyenne, l'indice de la bourse de New York, le Dow Jones, s'est consolidé de 2,0% par rapport à l'année précédente, porté par l'indice des valeurs technologiques qui a connu un bond significatif de 28,3%. Au Japon, l'indice Nikkei 225 s'est inscrit en hausse de 4,6% pour se situer à un niveau moyen de 22.683,8 points en 2020. En revanche, dans la Zone euro, l'indice Euro Stoxx 50 s'est replié de 4,8% par rapport à son niveau moyen de 2019, s'établissant à 3.271,7 points en 2020. De même, au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 s'est contracté de 13,8% pour se situer à 6.272,2 points en 2020, en liaison avec les incertitudes sur le Brexit et la Covid-19.

Conjoncture économique et financière régionale

L'activité économique dans les pays de l'UEMOA a ralenti, en raison de l'environnement international morose du fait de la pandémie de la Covid-19 et des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis. A l'intérieur de l'Union, les mesures visant à limiter la propagation de la pandémie, notamment les restrictions des mouvements des personnes et le confinement partiel, ont impacté négativement l'activité économique.

Le Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union a progressé, en termes réels, de 1,8% en 2020, après 5,7% en 2019. La croissance économique a été portée par le secteur tertiaire, avec une contribution de 0,8 point, à travers notamment le maintien des activités de services (télécoms, financiers, etc.). Deuxième pilier de la croissance, le secteur primaire a contribué à la croissance économique à hauteur de 0,7 point, grâce à la hausse de la production agricole, favorisée par une bonne répartition des pluies. L'expansion économique provient également du secteur secondaire, avec une contribution de 0,3 point, qui a bénéficié du regain d'activité dans les industries extractives.

Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, est ressorti à 2,1% en 2020 contre une réalisation de -0,7% en 2019. Cette évolution s'explique principalement par une remontée des prix des produits alimentaires, due à la sécheresse dans la plupart des pays de l'Union. Les productions affectées sont notamment les tubercules, la banane plantain et les céréales locales.

Pour ce qui est de la politique monétaire dans l'Union, l'action de la Banque Centrale au cours de l'année 2020 s'est appuyée principalement sur l'utilisation des instruments indirects de régulation de la liquidité, notamment, le taux directeur, les opérations de refinancement et le

dispositif des réserves obligatoires. Dans un contexte général marqué par les incertitudes induites par la pandémie de la Covid-19, avec pour conséquence le ralentissement de l'activité économique de l'Union ainsi que des perspectives d'inflation et de croissance globalement défavorables, les instruments de politique monétaire ont été assouplis tout au long de l'année 2020. Ainsi, le taux minimum de soumission aux adjudications et le taux du guichet de prêt marginal ont été réduits respectivement à 2,00% et 4,00%. Le coefficient des réserves obligatoires a été maintenu à 3,00%.

Les cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union, notamment ceux des produits non énergétiques, ont enregistré des évolutions haussières sur une base annuelle. Il s'agit des huiles (+22,9%), du cacao (+1,4%), de l'uranium (+13,5%), de l'or (+27,0%) et du bois grume (+1,1%). Toutefois certaines spéculations telles que le café (-7,9%), la noix de cajou (-41,2%), le coton (-5,6%), le caoutchouc (-6,3%), le zinc (-11,1%) et les phosphates (-13,6%) et, en particulier, les produits énergétiques (-32,3%), ont connu une baisse de prix.

Conjoncture économique et financière nationale

Au plan national, en 2020, l'activité économique a été fortement affectée par la Covid-19. En effet, les mesures arrêtées pour endiguer la propagation de cette pandémie dans plusieurs pays ont abouti à un ralentissement de la demande extérieure adressée à la production ivoirienne, notamment celle agricole. Face à ce contexte difficile, le Gouvernement ivoirien, tout en poursuivant l'exécution des projets d'infrastructures publics du Plan National de Développement (PND) 2016-2020, a mis en place deux plans de riposte, un Plan de Riposte Sanitaire (PRS) et un Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire (PSESH). Ces mesures ont contribué à atténuer l'impact de la Covid-19 sur l'économie, de sorte que le taux de croissance du PIB a enregistré une progression de 2,0%, après +6,2% en 2019.

Le secteur primaire a connu une croissance de 2,2% en 2020, après celle de 5,3% en 2019. L'activité a bénéficié de la mise en œuvre du Programme d'Urgence Agricole (PURGA), un financement aux filières agricoles pour la préservation de l'outil de production et le soutien des prix aux producteurs des produits enregistrant les plus fortes baisses des cours.

Les spéculations au niveau de l'agriculture d'exportation ont connu une évolution mitigée. En effet, les productions de noix de cajou, de caoutchouc sec, de sucre de canne, de coton graine et de banane dessert ont enregistré une augmentation, tandis que celles du café, du cacao et de l'ananas ont diminué.

La production de noix de cajou a augmenté de 33,7% en 2020, en lien avec de meilleures conditions agronomiques (pluviométrie, nouvelles variétés et techniques agronomiques) et la réduction des sorties frauduleuses du fait de la fermeture des frontières terrestres. Toutefois, des difficultés de commercialisation liées aux conséquences des mesures contre la Covid-19 ont été rencontrées, nécessitant l'intervention de l'Etat via des subventions du prix au producteur et des soutiens financiers aux transformateurs locaux.

La production de caoutchouc sec s'est accrue de 21,3% en 2020. La filière bénéficie de l'entrée en production de nouvelles plantations, en dépit de la faiblesse des prix aux producteurs.

S'agissant de la production de coton graine, elle est en progression de 1,7%. La filière a bénéficié de l'accroissement des superficies cultivées et d'une augmentation du nombre de producteurs, attirés par l'amélioration du rendement et les prix incitatifs des campagnes précédentes. Cependant, une subvention sur les prix aux producteurs a été nécessaire du fait des difficultés rencontrées dans le financement de la collecte et l'acheminement de la production, au regard de la baisse et des retards d'exécution de contrats à terme signés avec des acheteurs au Bangladesh, en Inde et au Pakistan.

La production de banane dessert est en hausse de 1,7%, en lien avec la professionnalisation des acteurs de la filière et les mesures de protection des travailleurs qui ont permis d'assurer la production et la commercialisation malgré la Covid-19.

Au niveau de l'ananas, la production est en recul de 18,7% en 2020, par rapport à 2019. Cette filière a été confrontée à la rupture partielle de l'approvisionnement en produits phytosanitaires et à des difficultés de commercialisation découlant des mesures de lutte contre la Covid-19 intervenues en mars 2020 qui ont entraîné des pertes post-récoltes.

S'agissant de la production de café, elle a reculé de 11,4%, affectée par un vieillissement du verger.

La production d'huile de palme a, pour sa part, baissé de 5,5% en 2020, du fait du faible intérêt induit par la faiblesse des prix aux producteurs.

Quant à la production de cacao, elle a connu une contraction de 2,8% par rapport à 2019, en lien avec les actions d'appui à la productivité telles que l'arrachage de vergers pour lutter contre le swollen shoot initié par le Conseil Café-Cacao (CCC) et le repos végétatif dû au cycle de production.

Le secteur secondaire, porté à la fois par l'extraction minière, l'énergie et les BTP, affiche un taux de croissance de 1,9% en 2020, contre 11,5% en 2019.

La bonne tenue de l'industrie extractive est due à la progression remarquable des cours de l'or, à l'accroissement de la capacité de production du complexe minier d'Ity-Daapleu, au renforcement des mesures de contrôle des exploitations minières, ainsi qu'à la répression de l'orpaillage illicite. La production de manganèse (+10,9%) a profité de l'amélioration des prix internationaux et l'extraction de nickel (+104,2%) s'est normalisée après avoir subi, en 2019, des arrêts de production dus à des intempéries. La production des BTP s'est accrue de 5,5% en profitant de la poursuite des investissements publics relativement à la construction de nouvelles infrastructures. La progression de la branche de l'énergie résulte de l'évolution de la production nette d'électricité, portée par l'accroissement de la production de source thermique, en dépit de la chute de la production de source hydraulique. Cette évolution a été portée

également par la hausse de la consommation interne (+7,4%) et des exportations (+8,2%) d'électricité. En revanche, de même que les industries agro-alimentaires (-5,2%), l'activité de production de produits pétroliers a enregistré une baisse de 25,7% suite à la contraction de la demande globale, notamment celle liée aux activités de transports.

Le secteur tertiaire a enregistré une croissance de 0,7% en 2020, contre 4,9% en 2019 portée essentiellement par la télécommunication (+30,3%) en relation avec la poursuite des investissements et une plus forte utilisation des services de l'internet et au trafic voix, dans le cadre de l'application du télétravail ainsi que des mesures de distanciation sociale.

Au niveau de la demande, la consommation finale s'est contractée de 1,8% en 2020, après +4,6% en 2019. Cette baisse a été atténuée par une hausse de la composante publique due à l'accroissement substantiel des dépenses de l'Etat induites par les plans de riposte contre les effets de la pandémie à Covid-19.

Cependant, les investissements ont enregistré une hausse de 8,4% en 2020, consécutive à celle de 11,8% en 2019, soutenus à la fois par ses composantes privée et publique.

Dans le domaine de l'inflation, l'évolution des prix à la consommation s'est établie à 2,4% en 2020, après 0,8% en 2019, en relation avec les perturbations des circuits d'approvisionnement des marchés suite à la mesure d'isolement du grand Abidjan.

Au titre des finances publiques, la situation est marquée par des ressources et des dépenses en augmentation. Dans ce contexte, le déficit budgétaire est ressorti à 5,6% du PIB.

Les recettes et dons sont passés de 5.158,4 milliards en 2019 à 5.289,6 milliards en 2020, soit une hausse de 2,5%. Elles se décomposent notamment en recettes fiscales (4.356,1 milliards, contre 4.205,4 milliards en 2019), en recettes non fiscales (739,9 milliards, contre 678,1 milliards en 2019) et en dons (193,3 milliards, contre 274,9 milliards en 2019).

Les dépenses totales et prêts nets sont également en augmentation (en passant de 5.943,9 milliards en 2019 à 7.255,1 milliards en 2020), en raison du relèvement des dépenses de fonctionnement de l'Etat pour atténuer l'impact de la pandémie de la Covid-19. Ainsi, les dépenses d'investissement sont passées de 1.499,3 milliards en 2019 à 1.914,4 milliards en 2020.

Concernant les agrégats monétaires, les actifs extérieurs nets sont ressortis à 3.139,7 milliards à fin décembre 2020, après 2.499,7 milliards à fin 2019, soit une augmentation de 640,0 milliards. Quant aux créances intérieures, elles se sont inscrites en hausse de 1.804,3 milliards, en passant de 10.236,1 milliards à fin décembre 2019 à 12.040,4 milliards à fin décembre 2020. Cette augmentation est imputable aussi bien aux créances sur l'Administration Centrale (+1117,1 milliards) qu'à celles sur l'économie (+687,4 milliards). La masse monétaire s'est, ainsi, accrue de 2.272,5 milliards.

I – COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Les transactions courantes ont enregistré un déficit de 1.136,4 milliards en 2020 (-3,2% du PIB), après celui de 790,3 milliards (-2,3% du PIB) en 2019. Le creusement de ce déficit par rapport à 2019 est imputable, d'une part, à la baisse de l'excédent de la balance des biens et, d'autre part, à l'aggravation des déficits des services et des revenus.

Tableau n° 2 : Evolution de la balance courante de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Biens et services	638,4	584,7	-54,8	533,2	329,0
Biens	1 817,8	1 959,3	1 223,5	1 846,4	1 716,5
Services	-1 179,5	-1 374,6	-1 278,3	-1 313,2	-1 387,5
Revenu primaire	-637,8	-893,7	-904,9	-985,8	-1 062,8
Revenu secondaire	-246,1	-300,1	-309,3	-337,8	-402,6
Solde du compte courant	-245,5	-609,2	-1 268,9	-790,3	-1 136,4
Solde du compte courant (hors dons)	-389,5	-756,8	-1 427,6	-957,8	-1 228,3
PIB Nominal	28 423,9	29 955,0	32 222,3	34 298,9	35 311,4
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-0,9%	-2,0%	-3,9%	-2,3%	-3,2%

Sources : BCEAO

I.1- Balance des biens

La balance des biens est ressortie excédentaire de 1.716,5 milliards en 2020, après un solde de 1.846,4 milliards en 2019, soit un repli de 7,0%. Cette moindre performance est due principalement à la baisse de la valeur des exportations en 2020, par rapport à 2019, plus importante que celle des importations, dans un contexte économique mondial marqué par les effets de la crise sanitaire sur l'offre et la demande des biens.

Tableau n° 3 : Evolution de la balance commerciale de 2016 à 2020

(en milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Exportations de biens, base balance des paiements	6 449,3	6 899,6	6 619,6	7 399,2	7 194,8
dont cacao	2 740,4	2 904,6	2 532,3	2 899,7	2 971,5
<i>part (en %)</i>	<i>42,5%</i>	<i>42,1%</i>	<i>38,3%</i>	<i>39,2%</i>	<i>41,3%</i>
dont produits pétroliers	867,8	805,7	951,6	1 201,7	671,6
<i>part (en %)</i>	<i>13,5%</i>	<i>11,7%</i>	<i>14,4%</i>	<i>16,2%</i>	<i>9,3%</i>
Importations de biens, base balance des paiements	4 631,5	4 940,3	4 940,3	5 552,8	5 478,3
dont produits pétroliers	867,8	925,2	1 317,9	1 315,3	1 184,8
<i>part (en %)</i>	<i>18,7%</i>	<i>18,7%</i>	<i>26,7%</i>	<i>23,7%</i>	<i>21,6%</i>
dont riz	307,2	327,2	383,2	353,3	316,3
<i>part (en %)</i>	<i>6,6%</i>	<i>6,6%</i>	<i>7,8%</i>	<i>6,4%</i>	<i>5,8%</i>
Balance commerciale de biens	1 817,8	1 959,3	1 223,5	1 846,4	1 716,5
Taux de couverture des importations de biens par les exportations de biens en %	139,2%	139,7%	122,7%	133,3%	131,3%
Taux de couverture des importations de biens et services par les exportations de biens et services (en %)	110,0%	108,5%	99,3%	107,1%	104,4%
Degré d'ouverture commerciale (en %)	19,5%	19,8%	18,6%	18,9%	17,9%

Sources : DGD, BCEAO

I.1.1- Exportations de biens

I.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

En 2020, les exportations de biens (base balance des paiements) sont ressorties à 7.194,8 milliards, après 7.399,2 milliards un an plus tôt, soit une contraction de 2,8%. Cette contre-performance est due principalement au repli, en valeur, des ventes du pétrole brut (-51,5%), du café (-45,6%), des produits transformés du pétrole (-38,3%) et des fibres de coton (-22,2%). Elle est consécutive à la baisse des quantités exportées et des prix de ces produits, en lien notamment avec les effets de la pandémie de la covid-19 sur la demande mondiale de ces biens.

Tableau n° 4 : Evolution des exportations de biens de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Marchandises générales	5 966,8	6 408,9	6 157,3	6 763,8	6 352,5
Dont réexportations	10,0	8,5	11,0	16,6	17,0
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0,4	0,8	4,8	4,1	0,1
Or non monétaire	482,1	489,9	457,5	631,3	842,2
Total exportations de biens	6 449,3	6 899,6	6 619,6	7 399,2	7 194,8

Sources : DGD, BCEAO

I.1.1.2- Composition des exportations de biens

En 2020, selon les statistiques douanières relatives au commerce général, les exportations se composent de produits primaires à hauteur de 67,1% et de produits transformés à concurrence de 32,9%, contre respectivement 65,9% et 34,1% en 2019.

Les produits primaires sont dominés par ceux issus de l'agriculture industrielle et d'exportation (74,3% en 2020, contre 73,1% en 2019) et les produits miniers (24,9% en 2020, après 26,0% en 2019).

Au niveau des produits transformés, ceux de la première transformation sont prépondérants. Ils constituaient 58,2% des ventes des produits transformés en 2020, contre 50,4% en 2019. Les produits manufacturés, quant à eux, ont représenté 34,7% des produits transformés en 2020, après avoir atteint 43,4% en 2019.

Tableau n° 5 : Principaux groupes de produits exportés de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Types de produits	2016	2017	2018	2019	2020
Produits primaires	3 825,2	4 401,3	4 148,9	4 844,8	4 792,5
part dans les exportations douanières (en %)	59,5%	64,0%	63,3%	65,9%	67,1%
Agriculture, Élevage, Pêche	30,2	38,8	35,3	41,2	40,6
part dans les exportations douanières (en %)	0,5%	0,6%	0,5%	0,6%	0,6%
part dans les produits primaires (en %)	0,8%	0,9%	0,9%	0,9%	0,8%
Agriculture Industrielle et d'Exportation	2 954,0	3 476,5	3 210,3	3 542,9	3 558,7
part dans les exportations douanières (en %)	46,0%	50,6%	49,0%	48,2%	49,8%
part dans les produits primaires (en %)	77,2%	79,0%	77,4%	73,1%	74,3%
Produits miniers	841,0	885,9	903,2	1 260,7	1 193,2
part dans les exportations douanières (en %)	13,1%	12,9%	13,8%	17,2%	16,7%
part dans les produits primaires (en %)	22,0%	20,1%	21,8%	26,0%	24,9%
Produits transformés	2 601,9	2 471,6	2 403,7	2 502,2	2 348,1
part dans les exportations douanières (en %)	40,5%	36,0%	36,7%	34,1%	32,9%
Produits de la première transformation	1 391,1	1 320,3	1 226,7	1 261,6	1 367,2
part dans les exportations douanières (en %)	21,6%	19,2%	18,7%	17,2%	19,1%
part dans les produits transformés (en %)	53,5%	53,4%	51,0%	50,4%	58,2%
Conserves et Préparations Alimentaires	193,2	197,6	177,6	155,7	166,5
part dans les exportations douanières (en %)	3,0%	2,9%	2,7%	2,1%	2,3%
part dans les produits transformés (en %)	7,4%	8,0%	7,4%	6,2%	7,1%
Produits manufacturés	1 017,6	953,7	999,5	1 085,0	814,4
part dans les exportations douanières (en %)	15,8%	13,9%	15,3%	14,8%	11,4%
part dans les produits transformés (en %)	39,1%	38,6%	41,6%	43,4%	34,7%
Total exportations commerce général Douanes	6 427	6 873	6 553	7 347	7 141

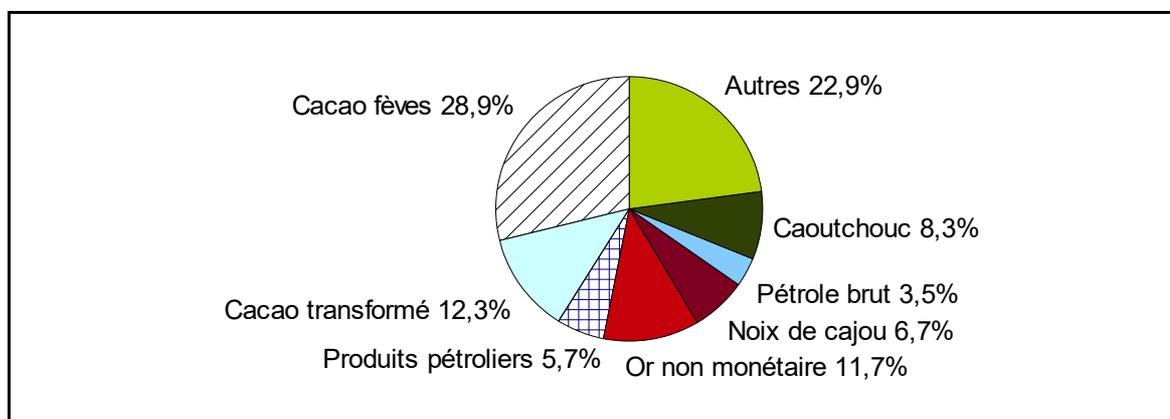
Sources : DGD, BCEAO

La répartition des exportations par produit révèle la prépondérance de sept produits en 2020. Il s'agit des fèves de cacao (29,2%), du cacao transformé (12,4%), de l'or non monétaire (11,8%), du caoutchouc (8,4%), de la noix de cajou (6,8%), des produits raffinés du pétrole (5,8%), et du pétrole brut (3,6%). Ils représentent 77,5% des recettes d'exportation en 2020, contre 75,3% l'année d'avant. Leurs différentes évolutions sont retracées ci-après :

- les exportations de fèves de cacao se sont établies à 2.085,5 milliards en 2020, après 2.094,9 milliards en 2019, soit un recul de 9,4 milliards (-0,4%), en raison de la baisse des quantités vendues (-8,4%), consécutive au repli de la production de cette matière première en 2020 par rapport à 2019 ;
- s'agissant des exportations de cacao transformé, elles sont ressorties à 886,0 milliards, après 804,8 milliards en 2019, soit une progression de 81,1 milliards (+10,1%), en lien avec l'augmentation du prix de 9,1% et des quantités de 0,9% ;
- concernant l'or non monétaire, les ventes extérieures sont estimées à 842,2 milliards en 2020, après 631,3 milliards en 2019, soit un accroissement de 210,9 milliards (+33,4%), en relation avec la hausse de la production nationale de 20,0% et l'évolution positive de son cours international (+11,2%) ;
- quant au caoutchouc, ses ventes à l'étranger ressortent à 598,0 milliards en 2020, après 531,8 milliards en 2019, soit une plus-value de 66,2 milliards (+12,4%), consécutive à l'accroissement des quantités vendues de 24,9% ;

- concernant la noix de cajou, les exportations sont évaluées à 487,7 milliards, après 428,2 milliards, soit une augmentation de 59,5 milliards (+13,9%). Cette matière première profite principalement de la hausse de sa production en 2020. Ainsi, les quantités de noix de cajou exportées ont augmenté de 13,5% par rapport à 2019 ;
- pour ce qui est des produits raffinés du pétrole, leurs exportations se sont établies à 415,2 milliards, après 673,3 milliards en 2019, soit une diminution de 258,1 milliards (-38,3%), en lien avec le repli de la production nationale et des cours internationaux du baril de pétrole. En effet, les quantités exportées de ce produit se sont réduites de 16,8%, en passant de 1,96 millions de tonnes en 2019 à 1,63 millions de tonnes en 2020 et le prix à l'exportation de ce produit a baissé de 25,9% ;
- au niveau du pétrole brut, les exportations sont passées à 256,4 milliards en 2020, contre 528,4 milliards en 2019, soit un recul de 51,5%. Ce retrait est le résultat du fléchissement des quantités (-29,1%) et des prix (-31,5%).

Graphique 1 : Principaux produits exportés en 2020



Source : BCEAO

1.1.1.3- Orientation géographique des exportations de biens

L'Europe demeure le premier débouché de la Côte d'Ivoire, avec une part dans les exportations du pays de 44,8% en 2020, après 45,0% en 2019. Elle est suivie par l'Afrique, dont la part dans les ventes de biens du pays à l'extérieur est de 22,8% en 2020, après celle de 22,7% en 2019. La part de l'Asie, dans les exportations du pays, s'est établie à 20,8% en 2020, après 20,1% en 2019 et celle de l'Amérique est ressortie à 9,6% en 2020, après 10,8% en 2019.

En Europe, les principaux clients de l'économie ivoirienne sont les Pays-Bas (22,3% des ventes à la zone en 2020, après 24,0% en 2019), la Suisse (14,5% des ventes à la zone en 2020, après 10,6% en 2019) et la France (12,2% des ventes à la zone en 2020, après 13,9% en 2019).

En Afrique, le Mali est le premier pays consommateur des produits ivoiriens en 2020. Il reçoit 23,2% des exportations destinées au continent en 2020, après 21,7% en 2019. Il est suivi de l'Afrique du Sud et du Burkina. Ces pays représentent respectivement 19,0% et 17,9% des ventes de la Côte d'Ivoire en Afrique.

S'agissant spécifiquement des exportations à destination de l'UEMOA, telles que saisies au cordon douanier (cf. annexe 2.10), leur structure est caractérisée par la prédominance des marchandises suivantes :

- les produits raffinés du pétrole (25,0% des ventes en 2020, après 28,8% en 2019) ;
- l'huile de palme (11,4% des commercialisations en 2020, contre 7,6% en 2019) ;
- l'électricité (8,2% des exportations en 2020, après 6,2% en 2019) ;
- les plastiques (6,8% des expéditions en 2020, contre 6,3% en 2019) ;
- le tabac (4,9% des exportations en 2020, après 4,3% en 2019).

En 2020, ces produits ont représenté globalement 56,3% des ventes à destination des autres pays de l'Union, contre 53,2% l'année antérieure.

En Amérique, les envois de marchandises sont principalement destinés aux Etats-Unis (69,8% des ventes à la zone en 2020, après 56,6% en 2019) et au Canada (19,0% des ventes en 2020, contre 26,2% en 2019).

En Asie, les acheteurs les plus importants, en 2020, sont le Vietnam (30,9% des ventes vers le continent), la Malaisie (25,2% des exportations), la Chine (17,6% des expéditions) et l'Inde (9,9%).

I.1.2 - Importations de biens

I.1.2.1 - Evolution globale des importations de biens

En s'établissant à 5.478,3 milliards en 2020, après 5.552,8 milliards en 2019, les importations de biens FOB (base balance des paiements) ont enregistré une baisse de 74,5 milliards ou -1,3% (cf. tableau 6 ci-après). Cet amoindrissement est consécutif principalement au repli des cours du baril de pétrole, en lien avec l'impact négatif de la crise sanitaire de la covid-19 sur la demande mondiale de ce produit.

Tableau n° 6 : Evolution des importations de biens FOB de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Marchandises générales	4631,5	4940,3	5396,2	5552,8	5478,3
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Négoce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total importations (FOB) de biens	4631,5	4940,3	5396,2	5552,8	5478,3
Importations de biens / PIB nominal (en %)	16,3%	16,5%	16,7%	16,2%	15,5%

Source : BCEAO

I.1.2.2- Composition des importations de biens

En 2020, les importations CAF (cf. annexe 2.5) étaient composées des autres biens de consommation, à hauteur de 22,2%, après 22,1% un an plus tôt, des produits alimentaires (21,9%, contre 20,1% l'année d'avant), des produits énergétiques (19,6%, après 21,5% en 2019), de biens d'équipement (18,5%, après 17,9% l'année précédente) et des biens intermédiaires à hauteur de 17,8%, contre 18,4% en 2019.

Les évolutions, en 2020, de ces différentes composantes des importations sont contrastées. En effet, les acquisitions des autres biens de consommation ont fléchi de 0,5%, du fait principalement du recul, de 22,6%, de la valeur des importations de tabac. De même, les achats de produits énergétiques ont diminué, en valeur, de 9,9%, en lien avec la baisse des cours du baril de pétrole, consécutive aux effets de la crise sanitaire de la covid-19 sur l'activité économique mondiale. Les importations de biens intermédiaires sont également en retrait de 4,4%, en lien avec le repli, en valeur, des achats de « fer, fonte et acier » (-5,5%), de produits chimiques (-8,4%), de papiers et cartons (-2,5%), de produits métalliques (-17,7%) ainsi que des engrais (-17,7%).

En revanche, les importations CAF de produits alimentaires se sont accrues de 7,6%, par rapport à 2019. Leurs composantes ont connu des évolutions variées. Ainsi, les importations de poissons (+7,5%), de blé tendre (+7,5%), de boissons (+9,5%), de viandes (+22,4%) et d'abats comestibles (+14,4%) ont enregistré une hausse. A l'inverse, le riz semi-blanchi (-10,5%), les autres produits alimentaires (-6,2%) ainsi que les graisses et huiles végétales ou animales (-18,5%) ont connu une baisse liée aux quantités achetées.

Quant aux biens d'équipement, les acquisitions ont augmenté de 2,0%, en liaison avec l'accroissement des investissements privés et la poursuite des grands chantiers d'infrastructures publiques. Ainsi, les importations de machines mécaniques (+2,0%) et des matériels de transport routier (+14,1%) ont progressé.

Tableau n° 7 : Principaux types de produits importés de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Types de produits	2016	2017	2018	2019	2020
Produits alimentaires	1 011,8	1 136,4	1 236,0	1 230,2	1 323,4
part dans les importations (en %)	19,9%	21,4%	20,9%	20,1%	21,9%
Poissons	261,7	320,3	334,6	334,5	359,4
part dans les importations (en %)	5,2%	6,0%	5,7%	5,5%	6,0%
part dans les produits alimentaires (en %)	25,9%	28,2%	27,1%	27,2%	27,2%
Riz semi-blanchi	307,2	327,2	383,2	353,3	316,3
part dans les importations (en %)	6,0%	6,2%	6,5%	5,8%	5,2%
part dans les produits alimentaires (en %)	30,4%	28,8%	31,0%	28,7%	23,9%
Blé tendre	86,3	96,2	98,7	107,4	115,5
part dans les importations (en %)	1,7%	1,8%	1,7%	1,8%	1,9%
part dans les produits alimentaires (en %)	8,5%	8,5%	8,0%	8,7%	8,7%
Autres biens de consommation	1 251,8	1 319,7	1 312,2	1 347,7	1 341,3
part dans les importations (en %)	29,9%	33,4%	29,9%	29,3%	22,2%
Produits pharmaceutiques	204,7	191,8	210,8	212,1	228,0
part dans les importations (en %)	4,0%	3,6%	3,6%	3,5%	3,8%
part dans les autres biens de consommation (en %)	13,5%	10,8%	11,9%	11,8%	17,0%
Plastiques	235,4	275,9	256,1	274,8	295,4
part dans les importations (en %)	4,6%	5,2%	4,3%	4,5%	4,9%
part dans les autres biens de consommation (en %)	15,5%	15,6%	14,5%	15,3%	22,0%
Produits énergétiques	871,6	925,2	1 317,9	1 315,3	1 184,8
part dans les importations (en %)	17,2%	17,4%	22,3%	21,5%	19,6%
Pétrole brut	607,2	471,9	859,8	870,4	825,7
part dans les importations (en %)	12,0%	8,9%	14,5%	14,2%	13,7%
part dans les produits énergétiques (en %)	69,7%	51,0%	65,2%	66,2%	69,7%
Produits pétroliers	264,4	453,2	458,1	444,9	359,1
part dans les importations (en %)	5,2%	8,5%	7,7%	7,3%	5,9%
part dans les produits énergétiques (en %)	30,3%	49,0%	34,8%	33,8%	30,3%
Biens intermédiaires	877,2	932,8	1 033,2	1 124,5	1 075,0
part dans les importations (en %)	29,2%	26,4%	32,0%	32,6%	17,8%
Produits chimiques	105,7	120,4	127,0	145,7	133,5
part dans les importations (en %)	2,1%	2,3%	2,1%	2,4%	2,2%
part dans les biens intermédiaires (en %)	7,1%	8,6%	6,7%	7,3%	12,4%
Fer, fonte et acier	252,3	255,1	324,3	334,8	316,5
part dans les importations (en %)	5,0%	4,8%	5,5%	5,5%	5,2%
part dans les biens intermédiaires (en %)	17,0%	18,2%	17,1%	16,8%	29,4%
Biens d'équipement	1 066,2	1 001,3	1 013,9	1 094,2	1 115,8
part dans les importations (en %)	21,0%	18,8%	17,1%	17,9%	18,5%
Machines mécaniques	454,3	456,9	468,2	501,5	511,7
part dans les importations (en %)	8,9%	8,6%	7,9%	8,2%	8,5%
part dans les biens d'équipement (en %)	42,6%	45,6%	46,2%	45,8%	45,9%
Matériel de transport routier	170,7	201,2	195,2	211,3	241,0
part dans les importations (en %)	3,4%	3,8%	3,3%	3,5%	4,0%
part dans les biens d'équipement (en %)	16,0%	20,1%	19,3%	19,3%	21,6%
Total importations CAF, commerce général douanes	5 078,6	5 315,4	5 913,1	6 111,8	6 040,3

Source : DGD, BCEAO

Selon la répartition par produits, les importations les plus importantes sont celles du pétrole brut (13,7%), des machines mécaniques (8,5%), du poisson (6,0%), des produits raffinés du pétrole (5,9%), de « fer, fonte et l'acier » (5,2%), du riz (5,2%) et des plastiques (4,9%). Ces biens représentent, globalement, 49,4% des achats en provenance de l'étranger.

I.1.2.3 - Orientation géographique des importations de biens

L'Europe est le premier fournisseur du pays, avec 36,0% du total des achats, après 33,5% en 2019. Elle est suivie de l'Asie (31,2%, contre 32,7% en 2019) et de l'Afrique (24,6%, après 23,1% en 2019). S'agissant de l'Amérique, sa part de marché est ressortie à 7,5% en 2020, contre 8,6% en 2019.

En Europe, le premier fournisseur de la Côte d'Ivoire demeure la France, avec 30,7% des achats provenant de la zone en 2020, après 31,6% en 2019.

Il en est de même pour le Nigeria en Afrique. Ce pays totalise 58,0% des commandes adressées par les résidents ivoiriens au continent africain, contre 58,5% en 2019.

S'agissant particulièrement des importations en provenance de l'UEMOA, telles que saisies au cordon douanier, leur structure est caractérisée, en 2020, par la prédominance du poisson (61,3% des importations), du tabac (6,2% des achats), des fruits et légumes frais (4,9% des acquisitions) ainsi que d'autres produits alimentaires (4,3% des biens importés). Ces produits représentent globalement 76,6% des importations en provenance des autres pays de l'Union.

En Asie, la Côte d'Ivoire se ravitaille notamment auprès de la Chine. Ce pays a livré 48,0% des importations issues du continent asiatique en 2020, contre 52,6% en 2019. Le deuxième fournisseur asiatique est l'Inde, avec une part de 16,1% des importations en provenance de ce continent en 2020, après 12,9% en 2019.

En Amérique, les achats proviennent principalement des Etats-Unis avec 53,0% des importations totales de cette zone en 2020, contre 58,1% en 2019.

I.2 - Balance des services

Les échanges de services affichent un déficit de 1.387,5 milliards, en hausse de 74,3 milliards (5,7%) par rapport à 2019, en lien, notamment, avec la faiblesse du montant des services fournis aux non-résidents. Le poste des voyages a été le plus impacté, en raison de l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur les déplacements des personnes.

Tableau n° 8 : Evolution de la balance des services de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Transport	-697,4	-755,1	-792,7	-807,6	-811,9
Dont fret	-684,4	-720,9	-827,7	-836,7	-855,8
Voyage	4,5	6,1	15,0	28,5	-25,8
Autres services	-486,6	-625,7	-500,5	-534,1	-549,8
Total services nets	-1 179,5	-1 374,6	-1 278,3	-1 313,2	-1 387,5

Source : BCEAO

I.2.1 - Exportations de services

Les recettes issues des services fournis aux non-résidents ont baissé de 38,2%, par rapport à l'année 2019, en raison du repli des services de transport, des voyages et des autres services. En effet, les exportations de services de transport se sont contractées de 24,9%, en lien avec la baisse du transport de passagers suite aux restrictions de mobilité des personnes du fait de la crise sanitaire de la Covid-19. Elles ont subi également le repli du fret de marchandises

fourni aux pays de la sous-région, notamment le Burkina, consécutivement à la baisse des échanges.

S'agissant des voyages, les exportations ont baissé de 63,6%, en lien avec la fermeture des frontières aériennes sur une partie de l'année 2020 et des frontières terrestres à partir de la fin du premier trimestre 2020.

Au titre des autres services, les montants reçus des non-résidents ont fléchi de 18,8%, en rapport avec les contre-performances réalisées au niveau des services de construction, des biens et services vendus aux enclaves territoriales, des services spécialisés et de conseil en gestion ainsi que des services de télécommunication.

Tableau n° 9 : Exportations de services de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Transport	121,2	132,5	213,6	229,6	172,5
dont fret	58,0	56,4	58,3	63,6	60,9
Voyage	224,8	230,6	246,3	262,8	95,6
Autres services	195,6	202,1	188,1	188,6	153,1
Total services vendus	541,6	565,2	648,1	680,9	421,2

Source : BCEAO

I.2.2 - Importations de services

Comparée à l'année 2019, la consommation de services en provenance des non-résidents a baissé de 9,3% en 2020, en liaison avec le repli des dépenses au titre du transport, des voyages et des autres services.

En effet, les paiements au titre du transport ont diminué de 5,1%, sous l'effet de la baisse du transport de passagers (-51,2%). Ce fléchissement traduit l'impact négatif de la crise sanitaire sur la mobilité des personnes. Toutefois, le fret à l'importation a augmenté de 1,8%, malgré la contraction des importations de biens, du fait, principalement, d'une hausse des tarifs de transports maritimes liée aux perturbations des flux de marchandises et aux pénuries de conteneurs dans certains pays fournisseurs.

Concernant les dépenses de voyages, elles ont baissé de 48,2% à cause des restrictions sanitaires décidées dans la plupart des pays de destination du fait de la Covid-19.

S'agissant des autres services, leur diminution de 2,7% provient des services techniques liés au commerce et autres services aux entreprises, de la construction, des services de télécommunication ainsi que des services spécialisés et de conseil en gestion. En particulier, les services techniques relatifs au commerce et autres services aux entreprises se sont inscrits en retrait de 28,9%, en rapport avec la baisse de l'intervention des non-résidents dans les travaux de forage pétrolier.

Tableau n° 10 : Importations de services de 2016 à 2020*(En milliards de FCFA)*

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Transport	-818,7	-887,7	-1 006,4	-1 037,2	-984,3
dont fret	-742,4	-777,3	-885,9	-900,3	-916,7
Voyage	-220,3	-224,4	-231,3	-234,3	-121,4
Autres services	-682,1	-827,7	-688,7	-722,7	-702,9
Total services reçus	-1 721,1	-1 939,8	-1 926,3	-1 994,1	-1 808,7

Source : BCEAO

I.3 - Compte de revenu primaire

Le déficit du compte de revenu primaire a atteint 1.062,8 milliards en 2020, après 985,8 milliards un an plus tôt, soit un creusement de 7,8%. Il est induit principalement par l'accroissement net des paiements, aux non-résidents, des intérêts de 26,4% et des bénéfices réinvestis de 10,0%⁴. En particulier, les intérêts sur la dette publique ont augmenté de 30,4% par rapport à 2019. Toutefois, les rapatriements de dividendes se sont repliés de 14,9%. Cette variation est due à la stratégie des entreprises ayant consisté, notamment, à renforcer leurs fonds propres à partir des bénéfices réalisés, en lien avec le contexte d'incertitude économique mondial causé par la crise sanitaire de la covid-19. S'agissant des rémunérations nettes des salariés, elles sont restées quasi-constantes au cours de l'année.

Tableau n° 11 : Evolution du compte de revenu primaire de 2016 à 2020*(En milliards de FCFA)*

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Rémunérations des salariés	72,7	41,6	40,6	33,6	34,8
Revenus des investissements	-717,4	-944,8	-956,7	-1 030,5	-1 105,1
Dont intérêts sur la dette publique	-177,0	-175,8	-228,0	-299,3	-390,3
Autres revenus primaires	6,9	9,5	11,2	11,1	7,5
Revenu primaire net	-637,8	-893,7	-904,9	-985,8	-1 062,8

Source : BCEAO

⁴ Les bénéfices réinvestis ont augmenté de 10,0% en raison de la baisse des montants au crédit de 55,5% et de l'augmentation des montants au débit de 2,3%.

I.4 - Compte de revenu secondaire

Le compte de revenu secondaire a enregistré un déficit de 402,6 milliards, après celui de 337,8 milliards en 2019, soit un creusement de 19,2%. Cette aggravation du solde négatif est liée principalement à la baisse des aides budgétaires reçues par l'Administration publique.

Par ailleurs, le déficit des envois de fonds des travailleurs a augmenté de 2,8% en 2020, par rapport à 2019, résultant, d'une part, de la contraction de 4,0% des montants reçus par le pays et de la hausse (+1,2%) des transferts effectués par les résidents vers l'extérieur.

Tableau n° 12 : Evolution du compte de revenu secondaire de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Administration publique	83,4	88,6	86,5	94,4	22,6
Dont aide budgétaire reçue	147,6	150,9	158,7	167,5	91,9
Autres secteurs	-329,5	-388,7	-395,8	-432,1	-425,2
Dont envois de fonds des travailleurs	-294,0	-354,9	-366,6	-373,5	-384,0
Revenu secondaire net	-246,1	-300,1	-309,3	-337,8	-402,6

Source : BCEAO

II - COMPTE DE CAPITAL

En 2020, le solde positif du compte de capital s'est situé à 100,4 milliards, après 105,3 milliards. Cette réduction de l'excédent s'explique par la baisse des transferts reçus par l'Administration publique, au titre des dons projets.

Tableau n° 13 : Evolution du compte de capital de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	0,0	-3,1	-2,3	-1,0
Transferts de capital	110,9	111,9	87,8	107,6	101,4
Administration publique	106,2	115,2	87,4	107,4	101,4
Dont remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	4,7	-3,4	0,3	0,1	0,0
Solde du compte de capital	110,9	111,8	84,7	105,3	100,4

Sources : DCPE, BCEAO

II.1 - Acquisition ou cession d'actifs non financiers non produits

Les transactions sur actifs incorporels se sont soldées par un déficit de 1,0 milliard, après celui de 2,3 milliards l'année précédente.

II.2 - Transferts de capital

Le solde des transferts de capital est ressorti à +101,4 milliards, après +107,6 milliards en 2019, soit un repli de 6,2 milliards, du fait de la baisse des dons projets reçus par l'Administration publique.

III - COMPTE FINANCIER

Présenté selon l'optique de la BCEAO, le compte financier n'intègre pas les flux du système bancaire. Il recense ainsi les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs des agents hors du système bancaire vis-à-vis des non-résidents, issus des investissements directs, des investissements de portefeuille, des dérivés financiers et des autres investissements.

Ce compte enregistre une entrée nette des capitaux étrangers, plus importante que celle de l'année précédente, en relation avec la progression des montants perçus au titre des investissements de portefeuille. Les investissements directs étrangers et les autres investissements ont, quant à eux, connu une baisse par rapport à l'année 2019.

Tableau n° 14 : Evolution du compte financier (optique BCEAO) de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

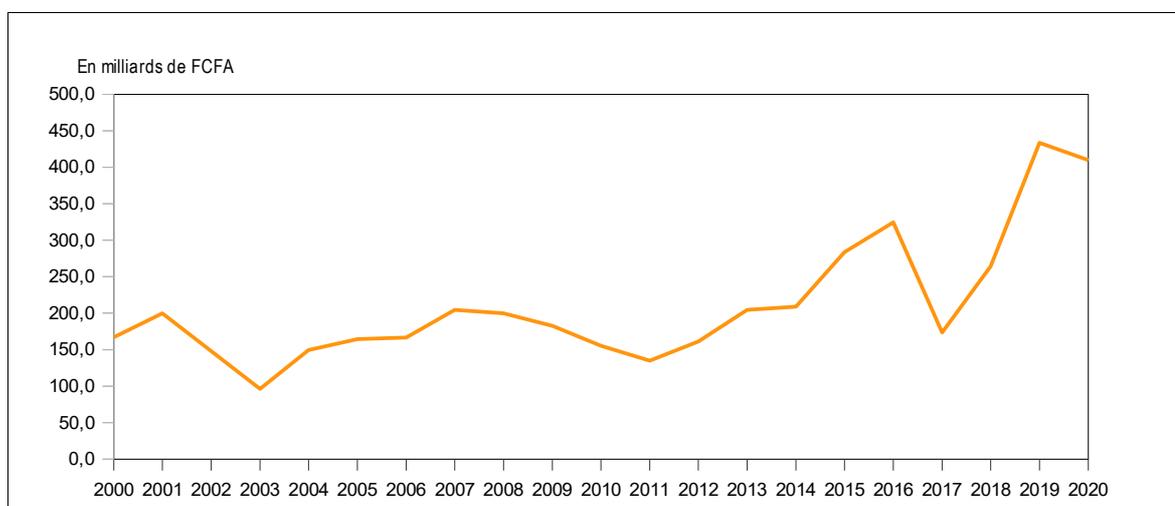
Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Investissements directs	-325,5	-173,6	-264,2	-433,4	-409,6
Investissements de portefeuille	-349,3	-783,6	-888,7	-9,6	-531,7
Dérivés financiers	0,0	-3,0	0,5	0,1	0,0
Autres investissements	587,4	463,5	-318,7	-721,4	-700,5
Solde du compte financier	-87,4	-496,6	-1 471,1	-1 164,2	-1 641,8

Source : BCEAO

III.1 - Investissements directs étrangers

Les flux d'investissements directs étrangers se sont soldés par une entrée nette de capitaux de 409,6 milliards (1,2% du PIB) en 2020, après celle de 433,4 milliards (1,3% du PIB) en 2019. Cette baisse est imputable au repli des flux entrants qui sont ressortis à 410,3 milliards, après 497,4 milliards en 2019. Elle intervient dans un contexte mondial marqué par les effets de la pandémie de la covid-19 sur l'activité économique des pays pourvoyeurs et récepteurs des financements relatifs aux IDE.

Graphique 2 : Evolution des flux nets d'IDE de 2000 à 2020



Source : BCEAO

- **Acquisitions nettes d'actifs financiers**

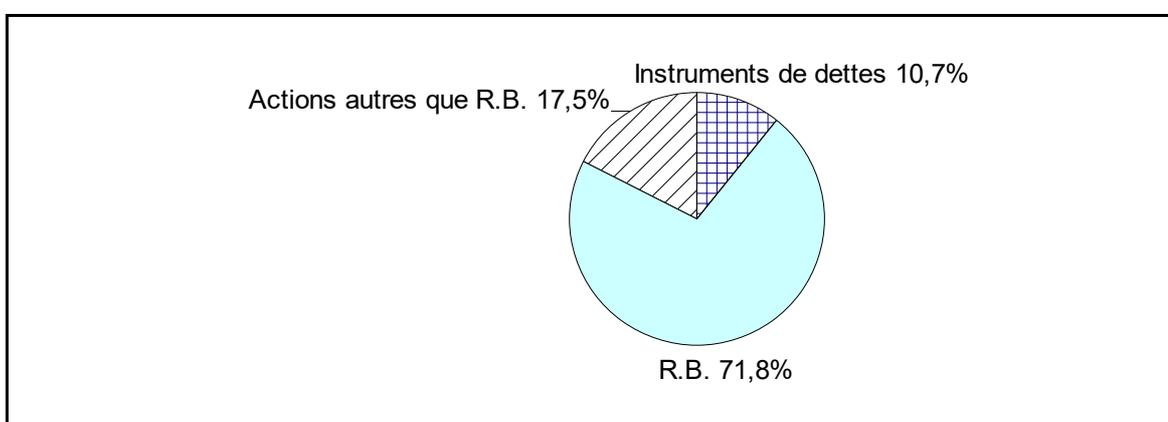
Les flux d'investissements directs étrangers, vers l'extérieur, des entreprises résidentes de l'économie ivoirienne, sont ressortis à 0,8 milliard en 2020, après 64,0 milliards en 2019.

Ces flux vers l'extérieur portent sur 62,5 milliards au titre des actions et parts de fonds de placement et -61,8 milliards d'instruments de dettes.

- **Accroissement net des passifs financiers**

Les investissements directs étrangers reçus par l'économie ivoirienne se sont établis à 410,3 milliards, après 497,4 milliards en 2019, soit une baisse de 17,5%. Ils résultent de 71,8 milliards au titre des actions autres que les réinvestissements de bénéficiers (R.B.), de 294,4 milliards de réinvestissements de bénéficiers et de 44,1 milliards d'instruments de dettes.

Graphique 3 : Répartition des IDE entrants selon ses composantes en 2020



Source : BCEAO

Les 410,3 milliards d'IDE reçus proviennent, d'une part, des entrées nettes positives, à hauteur de 518,7 milliards et, d'autre part, d'opérations de désinvestissement ou de réinvestissements des bénéficiers négatifs⁴, pour un montant de 108,4 milliards.

Les secteurs d'activité qui ont enregistré les entrées nettes de capitaux au titre des IDE (518,7 milliards) sont principalement l'industrie manufacturière (179,5 milliards), le secteur du transport et entreposage (134,4 milliards), le secteur financier (99,9 milliards) et le commerce (67,6 milliards).

Quant à ceux qui ont connu une baisse du stock d'IDE en 2020, suite aux désinvestissements ou aux résultats nets négatifs, ils sont composés des secteurs de l'industrie extractive, de la construction et de la communication. Ainsi, le désinvestissement dans l'industrie extractive s'élève à 94,2 milliards du fait des remboursements de dettes intra-groupes et des pertes réalisées principalement par les sociétés en phase d'exploration. La construction et la communication ont enregistré des retraits de fonds respectifs de 11,7 milliards et 2,5 milliards en 2020.

4 - les réinvestissements de bénéficiers négatifs résultent des pertes de l'entreprise au terme de son activité annuelle ou de la décision, des actionnaires, de distribuer un montant de dividendes supérieur au résultat positif de l'entreprise.

Les principaux pays pourvoyeurs d'IDE, en 2020, étaient :

- la France, avec 106,5 milliards investis principalement dans le transport et l'entreposage ainsi que dans le secteur financier ;
- Singapour, avec 98,0 milliards investis majoritairement dans l'industrie manufacturière, l'extraction minière et le commerce ;
- le Royaume-Uni, avec 57,9 milliards investis principalement dans le transport et l'entreposage ainsi que dans le commerce ;
- l'Italie, avec 44,6 milliards investis dans les industries extractive et manufacturière ;
- la Belgique, avec 41,1 milliards investis dans le secteur de la télécommunication et l'industrie manufacturière ;
- les Pays-Bas, avec 36,4 milliards principalement pour le secteur de la production et la distribution d'électricité ;
- le Nigeria, avec 31,6 milliards investis essentiellement dans l'industrie manufacturière.

Ces pays étaient suivis par la Chine (29,1 milliards), l'Ile Maurice (28,1 milliards), le Canada (19,7 milliards) et l'Afrique du Sud (16,8 milliards).

III.2 - Investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille se sont soldés par un accroissement net des passifs financiers de 531,7 milliards, après celui de 9,6 milliards en 2019. Cette évolution est due principalement à l'augmentation des engagements de l'Administration publique par rapport à 2019.

En effet, les transactions de l'Administration publique se sont établies à 578,4 milliards. Elles concernent aussi bien des titres émis sur le marché régional que ceux émis sur les marchés financiers internationaux. Ainsi, s'agissant des émissions sur le marché régional, les opérations de l'Etat se sont soldées par une entrée nette des capitaux de 271,9 milliards, contre un désendettement de 189,5 milliards en 2019.

Pour ce qui est des transactions sur les marchés financiers internationaux, elles se sont caractérisées par une augmentation nette des passifs financiers de 306,5 milliards, après celle de 209,9 milliards un an plus tôt.

III.3 - Dérivés financiers

Aucune transaction n'a été réalisée au titre des dérivés financiers en 2020.

III.4 - Autres investissements

Les flux au titre des autres investissements se sont caractérisés par une entrée nette des capitaux de 700,5 milliards, après 721,4 milliards en 2019. Ils recouvrent les autres participations, les numéraires et dépôts ainsi que les prêts.

Les autres participations ont porté sur la souscription de l'Administration publique, au capital d'organisations internationales, de 9,2 milliards, contre 7,8 milliards en 2019.

S'agissant des numéraires et dépôts, ils ont enregistré une augmentation des avoirs de l'économie ivoirienne à l'étranger de 17,7 milliards, consécutive à une baisse de 7,6 milliards en 2019.

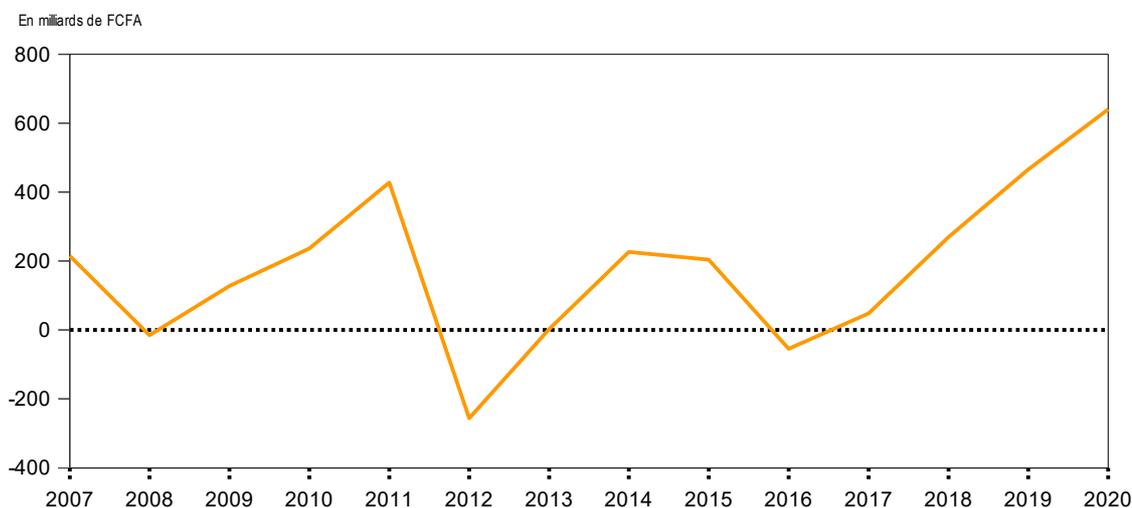
Au niveau des prêts, il est ressorti une entrée nette des capitaux de 969,1 milliards en 2020, après 724,2 milliards en 2019. En particulier, les opérations de l'Administration publique ont engendré la réception d'un montant net de 997,3 milliards, contre celle de 609,5 milliards en 2019.

Par ailleurs, la Côte d'Ivoire a bénéficié de l'initiative de suspension du service de la dette prise par les créanciers bilatéraux du G-20, en vue d'atténuer les effets de la covid-19 sur les pays en voie de développement. A cet égard, il lui a été accordé le report du remboursement de 83,0 milliards, dont 81,0 milliards au titre du service des contrats de désendettement et de développement signés avec la France (73,8 milliards) et l'Espagne (7,2 milliards).

IV - CAPITAUX MONÉTAIRES

En 2020, l'évolution des actifs monétaires s'est traduite par une hausse des actifs extérieurs nets de l'économie ivoirienne de 640,1 milliards, après celle de 465,4 milliards en 2019.

Graphique 4 : Variation des actifs extérieurs nets de 2007 à 2020



Source : BCEAO

IV.1 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont établis à 2.389,1 milliards en 2020, après 2.104,5 milliards l'année d'avant, soit une augmentation de 284,5 milliards. Ils résultent de la hausse des actifs extérieurs bruts de 674,2 milliards et des engagements de 389,6 milliards.

Les actifs extérieurs bruts se sont consolidés en 2020, grâce à la progression des DTS détenus à hauteur de 545,2 milliards, après 59,9 milliards en 2019 et des autres créances de 206,5 milliards, contre 634,3 milliards en 2019.

S'agissant des engagements extérieurs bruts, ils ont augmenté, en relation avec la hausse des engagements vis-à-vis du FMI de 531,1 milliards et des autres engagements de 70,6 milliards.

Tableau n° 15 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Avoirs	3 045,2	3 389,9	3 646,4	4 334,9	5 009,0
- Position de réserve	43,1	31,7	79,5	68,0	-9,6
- DTS détenus	147,0	219,6	288,4	353,6	898,8
- Autres créances	2 855,1	3 138,6	3 278,6	3 913,2	4 119,8
Engagements*	1 685,0	1 839,2	1 944,2	2 230,3	2 619,9
- Engagements extérieurs de court terme	631,3	708,4	791,2	870,5	1 401,6
<i>dont crédits FMI</i>	631,3	708,4	791,2	870,5	1 401,6
- Autres engagements	1 053,7	1 130,8	1 152,9	1 359,8	1 218,3
Avoirs extérieurs nets	1 360,2	1 550,7	1 702,3	2 104,5	2 389,1

Source : BCEAO

* y compris les DTS alloués

IV.2 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure des banques est ressortie créditrice à 750,7 milliards en 2020, après 395,1 milliards en 2019, soit une consolidation de 355,6 milliards.

Tableau n° 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Avoirs	1 229,7	1 468,9	1 280,4	1 482,5	1 613,0
- Banques	1 229,7	1 468,9	1 280,4	1 482,5	1 613,0
Engagements	875,2	1 256,9	950,6	1 087,4	862,3
- Banques	875,2	1 256,9	950,6	1 087,4	862,3
Position monétaire extérieure	354,5	212,1	329,8	395,1	750,7

Source : BCEAO

IV.3 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

L'évolution du secteur monétaire en 2020 s'est traduite par une hausse des actifs extérieurs nets de 640,1 milliards, après 465,4 milliards en 2019, grâce à la consolidation des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale de 284,5 milliards et des banques de 355,6 milliards.

S'agissant du solde global de la balance des paiements, il est ressorti excédentaire de 607,0 milliards, après 477,7 milliards en 2019. Sa différence avec le solde monétaire résulte de la prise en compte des réévaluations nettes, de +33,1 milliards, des créances et des engagements officiels de la Côte d'Ivoire vis-à-vis du FMI.

Tableau n° 17 : Variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Variation des avoirs extérieurs nets des banques	115,9	-142,4	117,7	65,3	355,6
Variation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale	-207,9	190,5	151,6	400,1	284,5
Solde monétaire	-92,1	48,1	269,3	465,4	640,1
Réévaluation	-39,0	51,7	-15,3	-12,3	33,1
Solde global de la balance des paiements	-53,1	-3,6	284,6	477,7	607,0

Source : BCEAO

V - POSITION EXTERIEURE GLOBALE

Au 31 décembre 2020, l'ensemble des avoirs financiers extérieurs de la Côte d'Ivoire s'est élevé à 9.662,7 milliards et les engagements à 22.940,4 milliards. Ainsi, la position extérieure globale a enregistré un solde négatif de 13.277,7 milliards (-37,6% du PIB), après celui de 12.369,0 milliards (-36,1% du PIB) en 2019, soit une dégradation de 908,7 milliards.

Les principales composantes des avoirs sont :

- les investissements directs étrangers d'un montant de 1.306,4 milliards, dont 894,2 milliards au titre des fonds propres ;
- les investissements de portefeuille d'une valeur de 1.411,1 milliards, après 1.110,2 milliards ;
- les autres investissements d'un montant de 1.934,5 milliards, dont 773,0 milliards au titre des numéraires et dépôts, 339,6 milliards relatifs aux prêts et 667,8 milliards ayant trait aux crédits commerciaux ;
- les réserves officielles de change (avoirs extérieurs bruts de la BCEAO), qui se sont établies à 5.009,0 milliards, après 4.334,9 milliards un an plus tôt.

Quant aux engagements, ils ont pour principales composantes :

- les investissements directs étrangers, d'un montant de 6.382,1 milliards, dont 4.339,0 milliards au titre des fonds propres ;
 - les investissements de portefeuille d'un montant de 6.030,0 milliards, dont l'encours des euro-obligations, émises par l'Administration publique, d'une valeur de 4.572,8 milliards ;
 - les autres investissements d'une valeur de 10.528,2 milliards, dont le stock des prêts de l'Administration publique de 5.361,2 milliards, les crédits commerciaux de 828,1 milliards et les autres comptes à payer par la Banque Centrale de 922,9 milliards.
-

CONCLUSION

En 2020, le déficit du compte des transactions courantes s'est creusé de 0,9 point de pourcentage du PIB par rapport à 2019, en passant de 2,3% à 3,2% du PIB. Cette dégradation est imputable à la contre-performance des exportations de biens, dans un contexte de faible repli des importations de bien et d'augmentation des déficits des services ainsi que des revenus.

Le compte de capital a affiché un excédent en 2020, en ressortant à 100,4 milliards, après 105,3 milliards en 2019.

Ainsi, en 2020, l'évolution du compte des transactions courantes et du compte de capital a abouti à un besoin de financement de l'économie ivoirienne de 1.036,0 milliards, en hausse par rapport à celui de 2019 (685,0 milliards).

Au niveau du compte financier, les entrées nettes de capitaux étrangers se sont poursuivies en 2020. Elles sont ressorties à 1.641,8 milliards, après 1.164,2 milliards en 2019, grâce aux flux au titre des autres investissements de 700,5 milliards, des investissements de portefeuille de 531,7 milliards et des investissements directs entrants de 409,6 milliards. Ces entrées nettes de capitaux ont permis, à l'instar de l'année 2019, de couvrir le besoin de financement de l'économie en 2020. Il en a résulté un solde global de la balance des paiements excédentaire de 607,0 milliards en 2020, après 477,7 milliards en 2019.

Au niveau de la position extérieure globale, le déficit a continué d'augmenter, en lien, notamment, avec la progression des investissements directs étrangers reçus par le pays et la hausse de sa dette publique extérieure. Il est passé de 36,1% du PIB en 2019 à 37,6% du PIB en 2020.

APPENDICE CONCERNANT QUELQUES TRAITEMENTS ET AJUSTEMENTS OPERES SUR LES DONNEES DU COMMERCE GENERAL DOUANE

a) Ajustement de champ couvert

Il vise à corriger certaines distorsions dues à la présence de non-résidents sur le territoire et à celles de résidents à l'étranger (ex : déduction des importations des Ambassades).

Par ailleurs, il est procédé, sous cette rubrique, à l'estimation du commerce frontalier ainsi qu'à la prise en compte du commerce frauduleux. Ces traitements sont retracés ci-après :

Point des principaux ajustements de champ pour l'évaluation des marchandises générales	
Transactions sur marchandises générales	Observations
Biens achetés dans les ports et les aéroports par les transporteurs	A inclure
Biens qui pénètrent sur le territoire économique ou le quittent en dehors du circuit formel (avec transfert de propriété)	A inclure
Biens perdus ou détruits après transferts de propriété mais avant de franchir la frontière	A inclure
Biens acquis auprès d'autres économies pour être transformés à l'étranger	A inclure
Biens vendus à l'étranger après avoir été transformés dans d'autres économies	A inclure
Biens dans les entrepôts de douane ou autres zones (avec transfert de propriété)	A inclure
Effets personnels des migrants	A déduire
Biens expédiés aux ambassades, bases militaires, etc. par les autorités du pays d'origine ou vice-versa	A déduire
Biens importés pour des projets de construction par des entreprises non résidentes	A déduire
Biens destinés à être réparés ou entreposés sans transferts de propriété	A déduire
Biens expédiés à l'étranger pour être transformés ou retournés après avoir été transformés sans transfert de propriété	A déduire
Biens retournés (cas d'annulation du transfert de propriété)	A déduire
Echantillons sans valeur commerciale (pratiques courantes chez les sociétés minières, notamment en phase d'exploration)	A déduire
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	A déduire
Or non monétaire	A déduire

b) Ajustement de valeur

Au niveau du commerce général, les importations sont en valeur CAF. L'ajustement de valeur opéré consiste à scinder le montant des importations CAF en deux parties distinctes : d'une part, le montant FOB payé pour les marchandises proprement dites et, d'autre part, le montant supporté au titre de l'assurance et du transport de ces marchandises. Le montant des importations FOB est imputé dans le compte des biens, tandis que les charges d'assurance et de fret sont reversées dans les services.

ANNEXES

- Annexe 1.1 : Balance des Paiements en termes de transactions (Présentation résumée)
- Annexe 1.2 : Balance des paiements 2020 en termes de transactions (Optique BCEAO)
- Annexe 1.3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO) de 2016 à 2020
- Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes de 2016 à 2020
- Annexe 1.5 : Compte de biens et services de 2016 à 2020
- Annexe 1.6 : Compte de biens de 2016 à 2020
- Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens de 2016 à 2020
- Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits de 2016 à 2020
- Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises de 2016 à 2020
- Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens de 2016 à 2020
- Annexe 1.11 : Importations par principaux produits de 2016 à 2020
- Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises de 2016 à 2020
- Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services de 2016 à 2020
- Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu primaire de 2016 à 2020
- Annexe 1.15 : Evolution du compte du revenu secondaire de 2016 à 2020
- Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital de 2016 à 2020
- Annexe 1.17 : Evolution du compte financier de 2016 à 2020
- Annexe 1.18 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers reçus de 2016 à 2020
- Annexe 1.19 : Variation de la position extérieure globale nette en 2020
- Annexe 2.1 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale de 2016 à 2020
- Annexe 2.2 : Evolution des avoirs et engagements des banques de 2016 à 2020
- Annexe 2.3 : Evolution de la variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires de 2016 à 2020
- Annexe 2.4 : Composition des exportations de 2016 à 2020
- Annexe 2.5 : Composition des importations de 2016 à 2020
- Annexe 2.6 : Exportations de services de 2016 à 2020
- Annexe 2.7 : Importations de services de 2016 à 2020
- Annexe 2.8 : Exportations de marchandises par principaux produits de 2016 à 2020
- Annexe 2.9 : Importations de marchandises par principaux produits de 2016 à 2020
-

Annexe 2.10 : Exportations à destination des autres pays de l'UEMOA de 2016 à 2020

Annexe 2.11 : Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA de 2016 à 2020

Annexe 2.12 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2020

Annexe 2.13 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2020

Annexe 2.14 : Tableau détaillé de la balance des paiements 2020 de la Côte d'Ivoire
(présentation standard)

Annexe 2.15 : Tableau détaillé de la position extérieure globale 2020 de la Côte d'Ivoire

Annexe 1.1 : Balance des Paiements 2020 en termes de transactions (Présentation résumée)

(En milliards de FCFA)

Postes	Crédit / Acquisition nette d'actifs financiers	Débit / Accroissement net de passifs	Solde
Compte des transactions courantes	8 070,3	9 206,7	-1 136,4
Biens et services	7 616,0	7 287,0	329,0
Biens	7 194,8	5 478,3	1 716,5
Marchandises générales	6 352,5	5 478,3	874,2
Dont : Réexportations	17,0	0,0	17,0
Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,1	0,0	0,1
Or non monétaire	842,2	0,0	842,2
Services	421,2	1 808,7	-1 387,5
Transport	172,5	984,3	-811,9
Dont : Fret	60,9	916,7	-855,8
Voyage	95,6	121,4	-25,8
Autres services	153,1	702,9	-549,8
Revenus primaires	230,0	1 292,8	-1 062,8
Revenus des salariés	79,1	44,2	34,8
Revenus des investissements	143,4	1 248,5	-1 105,1
Autres revenus primaires	7,5	0,0	7,5
Revenus secondaires	224,3	626,9	-402,6
Administrations publiques	91,9	69,3	22,6
Aides budgétaires	91,9	69,3	22,6
Autres secteurs	132,5	557,6	-425,2
Dont : Envois de fonds des travailleurs	110,4	494,4	-384,0
Compte de capital	101,4	1,0	100,4
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	1,0	-1,0
Transfert en capital	101,4	0,0	101,4
Administrations publiques	101,4	0,0	101,4
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
Compte financier	962,4	1 997,2	-1 034,8
Investissements directs	0,8	410,3	-409,6
Investissements de portefeuille	299,0	590,3	-291,3
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-16,6	996,5	-1 013,2
Avoirs de réserves	679,2	0,0	679,2
Erreurs et omissions nettes			1,2

Source : BCEAO

Annexe 1.2 : Balance des paiements 2020 en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En milliards de FCFA)

Postes	Crédit / Acquisition nette d'actifs financiers	Débit / Accroissement net de passifs	Solde
Compte des transactions courantes	8 070,3	9 206,7	-1 136,4
Biens et services	7 616,0	7 287,0	329,0
Biens	7 194,8	5 478,3	1 716,5
Marchandises générales	6 352,5	5 478,3	874,2
Dont : Réexportations	17,0	0,0	17,0
Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,1	0,0	0,1
Or non monétaire	842,2	0,0	842,2
Services	421,2	1 808,7	-1 387,5
Transport	172,5	984,3	-811,9
Dont : Fret	60,9	916,7	-855,8
Voyage	95,6	121,4	-25,8
Autres services	153,1	702,9	-549,8
Revenus primaires	230,0	1 292,8	-1 062,8
Revenus des salariés	79,1	44,2	34,8
Revenus des investissements	143,4	1 248,5	-1 105,1
Autres revenus primaires	7,5	0,0	7,5
Revenus secondaires	224,3	626,9	-402,6
Administrations publiques	91,9	69,3	22,6
Aides budgétaires	91,9	69,3	22,6
Autres secteurs	132,5	557,6	-425,2
Dont : Envois de fonds des travailleurs	110,4	494,4	-384,0
Compte de capital	101,4	1,0	100,4
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	1,0	-1,0
Transfert en capital	101,4	0,0	101,4
Administrations publiques	101,4	0,0	101,4
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
Compte financier	152,6	1 794,4	-1 641,8
Investissements directs	0,8	410,3	-409,6
Investissements de portefeuille	58,6	590,3	-531,7
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	93,3	793,7	-700,5
Administration publique	9,2	997,3	-988,1
Autres secteurs	84,1	-203,6	287,7
Erreurs et omissions nettes			1,2
Solde global	809,8	202,8	607,0
Avoirs et engagements extérieurs	-809,8	-202,8	-607,0
Banque centrale	-679,2	-427,8	-251,4
Autres institutions de dépôts	-130,5	225,0	-355,6

Source : BCEAO

Annexe 1.3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO) de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Compte des transactions courantes	-245,5	-609,2	-1 268,9	-790,3	-1 136,4
Biens et services	638,4	584,7	-54,8	533,2	329,0
Biens	1 817,8	1 959,3	1 223,5	1 846,4	1 716,5
Marchandises générales	1 335,4	1 468,6	761,1	1 211,0	874,2
Dont : Réexportations	10,0	8,5	11,0	16,6	17,0
Exportations nettes dans le cadre du négoce	0,4	0,8	4,8	4,1	0,1
Or non monétaire	482,1	489,9	457,5	631,3	842,2
Services	-1 179,5	-1 374,6	-1 278,3	-1 313,2	-1 387,5
Transport	-697,4	-755,1	-792,7	-807,6	-811,9
Dont : Fret	-684,4	-720,9	-827,7	-836,7	-855,8
Voyage	4,5	6,1	15,0	28,5	-25,8
Autres services	-486,6	-625,7	-500,5	-534,1	-549,8
Revenus primaires	-637,8	-893,7	-904,9	-985,8	-1 062,8
Revenus des salariés	72,7	41,6	40,6	33,6	34,8
Revenus des investissements	-717,4	-944,8	-956,7	-1 030,5	-1 105,1
Autres revenus primaires	6,9	9,5	11,2	11,1	7,5
Revenus secondaires	-246,1	-300,1	-309,3	-337,8	-402,6
Administrations publiques	83,4	88,6	86,5	94,4	22,6
Dont Aides budgétaires reçues	147,6	150,9	158,7	167,5	91,9
Autres secteurs	-329,5	-388,7	-395,8	-432,1	-425,2
Dont : Envois de fonds des travailleurs	-294,0	-354,9	-366,6	-373,5	-384,0
Compte de capital	110,9	111,8	84,7	105,3	100,4
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. Non prod.	0,0	0,0	-3,1	-2,3	-1,0
Transfert en capital	110,9	111,9	87,8	107,6	101,4
Administrations publiques	106,2	115,2	87,4	107,4	101,4
Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	4,7	-3,4	0,3	0,1	0,0
Compte financier	-87,4	-496,6	-1 471,1	-1 164,2	-1 641,8
Investissements directs	-325,5	-173,6	-264,2	-433,4	-409,6
Investissements de portefeuille	-349,3	-783,6	-888,7	-9,6	-531,7
Dérivés financiers	0,0	-3,0	0,5	0,1	0,0
Autres investissements	587,4	463,5	-318,7	-721,4	-700,5
Administrations publiques	-53,6	-314,3	-340,7	-601,7	-988,1
Autres secteurs	640,9	777,7	22,0	-119,7	287,7
Erreurs et omissions nettes	-5,8	-2,9	-2,3	-1,5	1,2
Solde global	-53,1	-3,6	284,6	477,7	607,0
Avoirs et engagements extérieurs	53,1	3,6	-284,6	-477,7	-607,0
Banque centrale	167,8	-138,8	-166,9	-412,4	-251,4
Autres institutions de dépôts	-114,7	142,4	-117,7	-65,3	-355,6

Source : BCEAO

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Biens et services	638	585	-55	533	329
Biens	1 818	1 959	1 223	1 846	1 716
Services	-1 179	-1 375	-1 278	-1 313	-1 387
Revenus primaires	-638	-894	-905	-986	-1 063
Revenus secondaires	-246	-300	-309	-338	-403
Solde du compte courant	-246	-609	-1 269	-790	-1 136
Solde du compte courant (hors dons)	-389	-757	-1 428	-958	-1 228
PIB Nominal	28 424	29 955	32 222	34 299	35 311
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-0,9%	-2,0%	-3,9%	-2,3%	-3,2%

Source : BCEAO

Annexe 1.5 : Compte de biens et services de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Exportations de biens et services	6 991	7 465	7 268	8 080	7 616
Importations de biens et services	6 353	6 880	7 322	7 547	7 287
Balance commerciale de biens et services	638	585	-55	533	329
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	110,0%	108,5%	99,3%	107,1%	104,5%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	23,5%	23,9%	22,6%	22,8%	21,1%

Source : BCEAO

Annexe 1.6 : Compte de biens (Base balance des paiements) de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Exportations de biens	6 449	6 900	6 620	7 399	7 195
Importations de biens	4 631	4 940	5 396	5 553	5 478
Balance commerciale de biens	1 818	1 959	1 223	1 846	1 716
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	139,2%	139,7%	122,7%	133,3%	131,3%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	19,5%	19,8%	18,6%	18,9%	17,9%

Source : BCEAO

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens (Base balance des paiements) de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Marchandises générales	5 967	6 409	6 157	6 764	6 353
Dont réexportations	10	8	11	17	17
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0	1	5	4	0
Or non monétaire	482	490	458	631	842
Total exportations de biens (Base balance des paiements)	6 449	6 900	6 620	7 399	7 195

Source : BCEAO

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits (statistiques douanières hors biens exceptionnels) de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Cacao	2 740,4	2 904,6	2 532,3	2 899,7	2 971,5
dont cacao en fèves	1 818,4	2 056,9	1 801,7	2 094,9	2 085,5
dont cacao transformé	922,0	847,7	730,6	804,8	886,0
Produits pétroliers	867,8	805,7	951,6	1 201,7	671,6
dont pétrole brut	345,5	363,2	392,3	528,4	256,4
dont produits pétroliers	522,3	442,5	559,2	673,3	415,2
Noix de cajou	469,5	606,5	585,7	428,2	487,7
Or non monétaire	484,8	489,9	444,1	631,3	842,2
Caoutchouc	329,5	489,7	419,9	531,9	598,0
Divers	1 534,9	1 576,4	1 619,1	1 654,3	1 569,6
Total exportations de biens	6 427,1	6 872,9	6 552,6	7 347,0	7 140,7

Sources : DGD, BCEAO

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises (statistiques douanières hors biens exceptionnels) de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
EUROPE	3 038,9	3 119,0	2 773,2	3 308,2	3 200,9
UNION EUROPEENNE	2 644,8	2 731,2	2 429,4	2 827,4	2 574,3
ZONE EURO	2 384,5	2 437,2	2 172,5	2 524,8	2 261,0
France	371,0	406,1	380,2	460,5	392,1
Allemagne	324,4	358,4	417,3	346,4	314,9
Italie	174,1	155,0	134,5	128,6	127,6
Pays-Bas	744,9	874,2	748,0	795,5	715,1
Belgique	393,7	348,9	238,5	314,3	366,6
Autres	376,4	294,7	254,1	479,5	344,8
AUTRES PAYS DE L'UE	260,4	294,0	256,9	302,6	313,3
Royaume-Uni	192,6	203,8	156,3	191,6	219,9
Autres	67,8	90,2	100,6	111,0	93,4
AUTRES PAYS D'EUROPE	394,0	387,8	343,8	480,9	626,6
Suisse	295,2	272,2	237,5	350,4	462,6
Russie	1,4	3,4	3,9	4,4	3,8
Autres	97,4	112,2	102,5	126,0	160,2
AFRIQUE	1 623,0	1 561,4	1 537,6	1 665,8	1 626,2
UEMOA	807,8	795,5	863,4	911,1	887,4
Bénin	21,0	31,0	31,8	35,9	47,8
Burkina	291,7	312,4	343,1	344,1	291,3
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée-Bissau	1,3	0,7	0,9	0,7	0,6
Mali	276,4	272,4	315,3	361,8	376,9
Niger	24,7	44,3	54,3	56,4	64,1
Sénégal	71,9	68,0	65,1	75,7	75,2
Togo	120,8	66,7	53,0	36,4	31,4
CEDEAO (hors UEMOA)	445,4	413,3	333,6	395,9	314,7
Nigeria	113,9	85,9	117,4	180,0	126,6
Ghana	258,8	260,0	161,4	171,6	136,0
Autres	72,7	67,4	54,7	44,3	52,1
CEMAC	65,0	43,5	69,3	59,1	45,5
Cameroun	19,3	13,3	48,2	28,3	16,7
Gabon	7,0	7,2	8,9	8,3	7,2
Autres	38,7	23,0	12,3	22,5	21,6
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	304,9	309,1	271,3	337,6	378,6
Afrique du Sud	190,2	227,3	191,3	235,3	308,8
Maroc	4,1	9,3	3,6	5,3	4,6
Tunisie	1,0	2,0	1,4	8,6	3,8
Algérie	51,7	31,1	39,9	41,6	32,3
Libye	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Egypte	2,3	3,3	3,1	3,3	1,8
Autres	55,6	36,0	32,0	43,5	27,4
AMERIQUE	838,0	923,7	839,7	795,1	687,9
USA	569,1	690,5	598,0	450,1	480,1
Canada	141,1	117,9	145,1	208,5	130,4
Brésil	26,5	40,6	49,0	76,7	37,4
Autres	101,4	74,7	47,6	59,8	40,1
ASIE	874,2	1 200,8	1 303,4	1 478,9	1 488,8
Chine	43,4	66,1	98,7	216,5	262,8
Japon	1,6	1,3	1,6	1,8	1,4
Inde	220,3	191,8	288,8	270,9	147,0
Pakistan	6,5	24,9	7,9	13,9	42,7
Emirats Arabes Unis	7,2	21,9	14,0	21,7	19,4
Thaïlande	5,2	2,9	2,8	2,3	2,5
Autres pays asiatiques	589,9	891,9	889,7	951,8	1 013,2
Autres pays	53,1	68,1	98,7	99,0	136,8
TOTAL	6 427,1	6 872,9	6 552,6	7 347,0	7 140,7

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.10 : Evolution des importations (FOB) de biens de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Marchandises générales	4631,5	4940,3	5396,2	5552,8	5478,3
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Négoce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total importations (FOB) de biens	4631,5	4940,3	5396,2	5552,8	5478,3
Importations de biens / PIB nominal	16,3%	16,5%	16,7%	16,2%	15,5%

Source : BCEAO

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Produits alimentaires	1 011,8	1 136,4	1 236,0	1 230,2	1 323,4
Autres biens de consommation courante	1 251,8	1 319,7	1 312,2	1 347,7	1 341,3
Produits énergétiques	871,6	925,2	1 317,9	1 315,3	1 184,8
<i>dont pétrole brut</i>	607,2	471,9	859,8	870,4	825,7
<i>dont produits pétroliers</i>	264,4	453,2	458,1	444,9	359,1
Matières premières et biens intermédiaires	877,2	932,8	1 033,2	1 124,5	1 075,0
Biens d'équipement	1 066,2	1 001,3	1 013,9	1 094,2	1 115,8
Total importations de biens CAF (statistiques douanes hors biens exceptionnels)	5 078,6	5 315,4	5 913,1	6 111,8	6 040,3
Total importations de biens CAF ajustées (y compris opérations non contrôlées)	5 412,7	5 758,5	6 349,6	6 466,7	6 453,0
Total importations de biens FOB	4 631,5	4 940,3	5 396,2	5 552,8	5 478,3

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises (statistiques douanières hors biens exceptionnels) de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
EUROPE	1 845,3	2 050,5	2 042,5	2 047,2	2 172,4
UNION EUROPEENNE	1 657,0	1 785,9	1 760,0	1 825,4	1 811,6
ZONE EURO	1 454,3	1 582,8	1 549,0	1 456,1	1 574,5
France	648,9	632,4	624,3	646,4	666,5
Allemagne	159,8	182,2	172,7	159,0	174,1
Italie	120,1	121,8	130,6	129,3	163,5
Pays-Bas	130,1	179,8	212,8	168,7	173,4
Belgique	127,5	153,6	125,6	90,6	120,9
Autres	267,9	313,0	282,9	262,2	276,0
AUTRES PAYS DE L'UE	202,7	203,1	211,1	369,2	237,1
Royaume-Uni	123,0	91,7	111,5	85,8	94,5
Autres	79,7	111,4	99,5	283,5	142,6
AUTRES PAYS D'EUROPE	188,2	264,7	282,5	221,9	360,8
Suisse	20,3	20,0	36,8	28,4	29,1
Russie	41,3	48,3	73,7	67,3	67,0
Autres	126,7	196,3	171,9	126,1	264,7
AFRIQUE	1 083,0	1 151,2	1 391,3	1 413,7	1 485,3
UEMOA	122,1	123,2	99,1	148,9	159,9
Bénin	7,3	7,7	6,1	5,7	5,9
Burkina	5,3	6,6	6,5	7,6	8,9
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée-Bissau	6,1	3,6	2,2	2,6	10,9
Mali	2,2	2,8	4,1	3,5	5,4
Niger	3,5	3,3	3,2	5,3	4,4
Sénégal	83,0	87,6	74,5	100,9	121,4
Togo	14,7	11,6	2,3	13,7	2,9
CEDEAO (hors UEMOA)	624,2	688,7	903,3	903,6	971,9
Nigeria	579,8	622,3	839,9	826,3	860,8
Ghana	39,3	51,3	55,1	67,6	96,2
Autres	5,1	15,0	8,2	9,7	14,9
CEMAC	19,9	9,8	10,7	3,3	3,1
Cameroun	1,5	1,6	3,9	0,4	2,8
Gabon	1,9	1,8	1,3	0,1	0,1
Autres	16,4	6,4	5,5	2,8	0,1
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	316,7	329,5	378,2	357,8	350,4
Afrique du Sud	66,9	61,9	67,1	61,2	61,1
Maroc	106,1	103,1	85,2	113,0	133,9
Tunisie	25,6	28,8	48,5	36,0	28,2
Algérie	3,2	8,3	8,7	20,8	10,9
Libye	0,0	0,9	3,4	0,0	0,0
Egypte	24,1	26,7	29,0	26,1	28,4
Autres	90,8	99,8	136,2	100,8	87,9
AMERIQUE	365,9	334,3	471,2	523,8	453,9
USA	185,9	215,6	192,6	304,2	240,5
Canada	11,4	12,1	10,9	14,9	14,8
Brésil	32,8	41,8	34,7	43,9	46,4
Autres	135,8	64,9	233,0	160,8	152,1
ASIE	1 750,9	1 738,6	1 951,8	2 000,3	1 885,6
Chine	826,9	762,5	911,9	1 052,5	905,5
Japon	118,7	122,1	117,5	90,3	106,1
Inde	229,2	261,9	268,9	257,9	304,4
Pakistan	35,1	24,2	27,5	30,1	19,2
Emirats Arabes Unis	32,0	35,7	30,1	45,3	60,2
Thaïlande	156,3	153,9	140,9	70,8	67,6
Autres pays asiatiques	352,6	378,3	454,9	453,2	422,5
Autres pays	33,6	40,7	56,4	126,8	43,2
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	5 078,6	5 315,4	5 913,1	6 111,8	6 040,3

Source : DGD, BCEAO

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Transport	-697,4	-755,1	-792,7	-807,6	-811,9
Dont fret	-684,4	-720,9	-827,7	-836,7	-855,8
Voyage	4,5	6,1	15,0	28,5	-25,8
Autres services	-486,6	-625,7	-500,5	-534,1	-549,8
Total services nets	-1 179,5	-1 374,6	-1 278,3	-1 313,2	-1 387,5

Source : BCEAO

Annexe 1.14 : Evolution du compte du revenu primaire de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Rémunérations des salariés	72,7	41,6	40,6	33,6	34,8
Revenus des investissements	-717,4	-944,8	-956,7	-1 030,5	-1 105,1
Dont intérêts sur la dette publique	-177,0	-175,8	-228,0	-299,3	-390,3
Autres revenus primaires	6,9	9,5	11,2	11,1	7,5
Revenu primaire net	-637,8	-893,7	-904,9	-985,8	-1 062,8

Source : BCEAO

Annexe 1.15 : Evolution du compte du revenu secondaire de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Poste	2016	2017	2018	2019	2020
Administration publique	83,4	88,6	86,5	94,4	22,6
Dont aide budgétaire reçue	147,6	150,9	158,7	167,5	91,9
Autres secteurs	-329,5	-388,7	-395,8	-432,1	-425,2
Dont envois de fonds des travailleurs	-294,0	-354,9	-366,6	-373,5	-384,0
Revenu secondaire net	-246,1	-300,1	-309,3	-337,8	-402,6

Source : BCEAO

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	0,0	0,0	-3,1	-2,3	-1,0
Transferts de capital	110,9	111,9	87,8	107,6	101,4
Administration publique	106,2	115,2	87,4	107,4	101,4
Dont remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	4,7	-3,4	0,3	0,1	0,0
Solde du compte de capital	110,9	111,8	84,7	105,3	100,4

Source : DCPE, BCEAO

Annexe 1.17 : Evolution du compte financier (optique BCEAO) de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Investissements directs	-325,5	-173,6	-264,2	-433,4	-409,6
Investissements de portefeuille	-349,3	-783,6	-888,7	-9,6	-531,7
Dérivés financiers	0,0	-3,0	0,5	0,1	0,0
Autres investissements	587,4	463,5	-318,7	-721,4	-700,5
Solde du compte du compte financier	-87,4	-496,6	-1 471,1	-1 164,2	-1 641,8

Source : DCPE, BCEAO

Annexe 1.18 : Ventilation géographique des investissements directs étrangers reçus de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2016	2017	2018	2019	2020
EUROPE	221,8	266,0	195,8	184,3	144,9
UNION EUROPEENNE	173,1	192,2	182,1	79,8	242,3
ZONE EURO	133,0	224,4	126,7	165,6	183,5
Allemagne	-0,1	-0,3	-2,0	-1,3	-6,1
Belgique	38,0	73,0	-5,8	21,1	41,1
France	63,8	126,5	109,8	126,1	106,5
Italie	0,1	0,1	-0,1	-6,7	44,6
Pays-Bas	19,5	12,9	23,8	7,1	36,4
Autres	11,7	12,2	1,1	19,3	-39,1
AUTRES PAYS DE L'UE	40,1	-32,2	55,4	-85,8	58,8
Royaume-Uni	37,5	-31,5	57,7	-85,7	57,9
Autres	2,6	-0,6	-2,3	0,0	0,9
AUTRES PAYS D'EUROPE	48,7	73,8	13,7	104,5	-97,4
Suisse	13,0	34,2	12,5	4,4	12,4
Russie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	35,7	39,5	1,2	100,1	-109,8
AFRIQUE	69,5	136,5	100,5	116,7	107,4
UEMOA	43,2	14,6	38,2	34,7	49,0
Bénin	2,3	-0,2	-2,0	0,0	-0,1
Burkina	4,5	-1,1	5,9	9,1	6,9
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mali	12,0	-0,2	12,1	-1,7	12,9
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	12,7	7,9	0,3	14,2	13,3
Togo	8,1	9,3	20,6	9,3	13,9
CEDEAO (hors UEMOA)	1,3	17,7	14,0	37,0	26,8
Ghana	0,0	1,4	0,1	0,0	-2,7
Nigeria	1,3	16,2	13,9	36,4	31,6
Autres	0,0	0,1	0,1	0,6	-2,0
CEMAC	6,1	3,6	8,0	7,4	1,9
Cameroun	-0,1	0,0	-2,4	5,5	0,5
Gabon	6,2	3,7	10,2	2,0	1,5
Autres	0,0	-0,1	0,2	-0,2	0,0
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	18,8	100,6	40,2	37,6	29,6
Afrique du Sud	1,9	3,3	7,2	23,3	16,8
Algérie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Egypte	0,0	-0,5	2,1	0,0	-0,9
Libye	3,4	-4,9	1,8	-2,6	8,1
Maroc	12,3	96,2	23,0	-3,1	-32,3
Tunisie	0,8	1,0	2,2	2,0	-0,1
Autres	0,5	5,4	3,9	18,0	38,1
AMERIQUE	-3,0	152,2	39,5	169,3	26,7
Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Canada	3,7	96,6	17,1	157,8	19,7
USA	1,7	64,8	12,6	-2,6	3,0
Autres	-8,4	-9,2	9,8	14,1	3,9
ASIE	39,1	-3,7	45,5	63,3	151,8
Chine	3,2	16,3	2,9	20,8	29,1
Emirats Arabes Unis	-0,2	0,4	1,4	-1,9	4,6
Inde	1,8	1,3	0,6	0,6	1,2
Japon	2,0	-1,0	3,4	-0,7	-0,5
Pakistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Singapour	19,2	13,6	18,4	27,7	98,1
Thaïlande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres pays asiatiques	13,1	-34,3	19,0	16,7	19,3
Autres pays	15,1	15,2	-36,7	-36,1	-20,5
TOTAL	342,4	566,1	344,6	497,4	410,3

Annexe 1.19 : Variation de la position extérieure globale nette en 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	Début de période	Flux BP*	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers (A)	8 704,4	962,4	-4,1	9 662,7
Investissements directs	1 305,6	0,8	0,0	1 306,4
Investissements de portefeuille	1 110,2	299,0	1,9	1 411,1
Dérivés financiers	1,7	0,0	0,0	1,7
Autres investissements	1 952,0	-16,6	-0,9	1 934,5
Autres titres de participation	105,9	9,2	0,0	115,1
Monnaie fiduciaire et dépôts	791,9	-22,3	3,4	773,0
Prêts	406,7	-67,1	0,0	339,6
Régime d'assurance, de pension et de garantie	12,8	0,0	-4,3	8,5
Crédits commerciaux	615,0	52,8	0,0	667,8
Autres comptes à payer/à recevoir	19,7	10,9	0,0	30,6
Avoirs de réserves	4 334,9	679,2	-5,1	5 009,0
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	353,6	584,7	-39,5	898,8
Position de réserve au FMI	68,0	-112,0	34,4	-9,6
Autres avoirs de réserve	3 913,2	206,5	0,0	4 119,8
Stocks de passifs financiers (B)	21 073,3	1 997,2	-130,2	22 940,4
Investissements directs	5 971,8	410,3	0,0	6 382,1
Investissements de portefeuille	5 608,4	590,3	-168,8	6 030,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	9 493,1	996,5	38,6	10 528,2
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	710,3	49,4	0,0	759,8
Prêts	6 560,4	1 134,3	52,5	7 747,2
Régime d'assurance, de pension et de garantie	20,4	0,0	-3,1	17,3
Crédits commerciaux	1 004,2	-175,2	-0,9	828,1
Autres comptes à payer/à recevoir	949,9	-12,0	0,7	938,6
Droits de tirage spéciaux	247,8	0,0	-10,6	237,2
	0,0	0,0	0,0	0,0
Position extérieure globale nette (A) - (B)	-12 369,0	-1 034,8	126,1	-13 277,7

Source : BCEAO

Annexe 2.1 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Avoirs	3 045,2	3 389,9	3 646,4	4 334,9	5 009,0
- Position de réserve	43,1	31,7	79,5	68,0	-9,6
- DTS détenus	147,0	219,6	288,4	353,6	898,8
- Autres créances	2 855,1	3 138,6	3 278,6	3 913,2	4 119,8
Engagements	1 685,0	1 839,2	1 944,2	2 230,3	2 619,9
- Engagements extérieurs de court terme	631,3	708,4	791,2	870,5	1 401,6
<i>dont crédits FMI</i>	631,3	708,4	791,2	870,5	1 401,6
- Autres engagements	1 053,7	1 130,8	1 152,9	1 359,8	1 218,3
Avoirs extérieurs nets	1 360,2	1 550,7	1 702,3	2 104,5	2 389,1

Source : BCEAO

Annexe 2.2 : Evolution des avoirs et engagements des banques de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Avoirs	1 229,7	1 468,9	1 280,4	1 482,5	1 613,0
- Banques	1 229,7	1 468,9	1 280,4	1 482,5	1 613,0
Engagements	875,2	1 256,9	950,6	1 087,4	862,3
- Banques	875,2	1 256,9	950,6	1 087,4	862,3
Position monétaire extérieure	354,5	212,1	329,8	395,1	750,7

Source : BCEAO

Annexe 2.3 : Evolution de la variation des avoirs extérieurs nets des Institutions monétaires de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Variation des avoirs extérieurs nets des banques	115,9	-142,4	117,7	65,3	355,6
Variation des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale	-207,9	190,5	151,6	400,1	284,5
Solde monétaire	-92,1	48,1	269,3	465,4	640,1
<i>Réévaluation</i>	-39,0	51,7	-15,3	-12,3	33,1
Solde global de la balance des paiements	-53,1	-3,6	284,6	477,7	607,0

Source : BCEAO

Annexe 2.4 : Composition des exportations (statistiques douanières hors biens exceptionnels) de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Types de produits	2016	2017	2018	2019	2020
Produits primaires	3 825,2	4 401,3	4 148,9	4 844,8	4 792,5
part dans les exportations douanières	59,5%	64,0%	63,3%	65,9%	67,1%
Agriculture, Élevage, Pêche	30,2	38,8	35,3	41,2	40,6
part dans les exportations douanières	0,5%	0,6%	0,5%	0,6%	0,6%
part dans les produits primaires	0,8%	0,9%	0,9%	0,9%	0,8%
Agriculture Industrielle et d'Exportation	2 954,0	3 476,5	3 210,3	3 542,9	3 558,7
part dans les exportations douanières	46,0%	50,6%	49,0%	48,2%	49,8%
part dans les produits primaires	77,2%	79,0%	77,4%	73,1%	74,3%
Produits miniers	841,0	885,9	903,2	1 260,7	1 193
part dans les exportations douanières	13,1%	12,9%	13,8%	17,2%	16,7%
part dans les produits primaires	22,0%	20,1%	21,8%	26,0%	24,9%
Produits transformés	2 601,9	2 471,6	2 403,7	2 502,2	2 348,1
part dans les exportations douanières	40,5%	36,0%	36,7%	34,1%	32,9%
Produits de la première transformation	1 391,1	1 320,3	1 226,7	1 261,6	1 367,2
part dans les exportations douanières	21,6%	19,2%	18,7%	17,2%	19,1%
part dans les produits transformés	53,5%	53,4%	51,0%	50,4%	58,2%
Conserves et Préparation Alimentaires	193,2	197,6	177,6	155,7	166,5
part dans les exportations douanières	3,0%	2,9%	2,7%	2,1%	2,3%
part dans les produits transformés	7,4%	8,0%	7,4%	6,2%	7,1%
Produits manufacturés	1 017,6	953,7	999,5	1 085,0	814,4
part dans les exportations douanières	15,8%	13,9%	15,3%	14,8%	11,4%
part dans les produits transformés	39,1%	38,6%	41,6%	43,4%	34,7%
Total exportations commerce général Douanes	6 427,1	6 872,9	6 552,6	7 347,0	7 140,7

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.5 : Composition des importations (statistiques douanières hors biens exceptionnels) de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA, sauf indications contraires)

Types de produits	2016	2017	2018	2019	2020
Produits alimentaires	1 012	1 136	1 236	1 230	1 323
part dans les importations	19,9%	21,4%	20,9%	20,1%	21,9%
Poissons	261,7	320,3	334,6	334,5	359,4
part dans les importations	5,2%	6,0%	5,7%	5,5%	6,0%
part dans les produits alimentaires	25,9%	28,2%	27,1%	27,2%	27,2%
Riz semi-blanchi	307,2	327,2	383,2	353,3	316,3
part dans les importations	6,0%	6,2%	6,5%	5,8%	5,2%
part dans les produits alimentaires	30,4%	28,8%	31,0%	28,7%	23,9%
Blé tendre	86,3	96,2	99	107	115
part dans les importations	1,7%	1,8%	1,7%	1,8%	1,9%
part dans les produits alimentaires	8,5%	8,5%	8,0%	8,7%	8,7%
Autres biens de consommation	1 251,8	1 319,7	1 312,2	1 347,7	1 341,3
part dans les importations	29,9%	33,4%	29,9%	29,3%	22,2%
Produits pharmaceutiques	204,7	191,8	211	212	228
part dans les importations	4,0%	3,6%	3,6%	3,5%	3,8%
part dans les autres biens de consommation	13,5%	10,8%	11,9%	11,8%	17,0%
Plastiques	235,4	275,9	256,1	274,8	295,4
part dans les importations	4,6%	5,2%	4,3%	4,5%	4,9%
part dans les autres biens de consommation	15,5%	15,6%	14,5%	15,3%	22,0%
Produits énergétiques	871,6	925,2	1 317,9	1 315,3	1 184,8
part dans les importations	17,2%	17,4%	22,3%	21,5%	19,6%
Pétrole brut	607,2	471,9	859,8	870,4	825,7
part dans les importations	12,0%	8,9%	14,5%	14,2%	13,7%
part dans les produits énergétiques	69,7%	51,0%	65,2%	66,2%	69,7%
Produits pétroliers	264,4	453,2	458,1	444,9	359,1
part dans les importations	5,2%	8,5%	7,7%	7,3%	5,9%
part dans les produits énergétiques	30,3%	49,0%	34,8%	33,8%	30,3%
Biens intermédiaires	877,2	932,8	1 033,2	1 124,5	1 075,0
part dans les importations	29,2%	26,4%	32,0%	32,6%	17,8%
Produits chimiques	105,7	120,4	127,0	145,7	133,5
part dans les importations	2,1%	2,3%	2,1%	2,4%	2,2%
part dans les biens intermédiaires	7,1%	8,6%	6,7%	7,3%	12,4%
Fer, fonte et acier	252,3	255,1	324,3	334,8	316,5
part dans les importations	5,0%	4,8%	5,5%	5,5%	5,2%
part dans les biens intermédiaires	17,0%	18,2%	17,1%	16,8%	29,4%
Biens d'équipement	1 066,2	1 001,3	1 013,9	1 094,2	1 115,8
part dans les importations	21,0%	18,8%	17,1%	17,9%	18,5%
Machines mécaniques	454,3	456,9	468	502	512
part dans les importations	8,9%	8,6%	7,9%	8,2%	8,5%
part dans les biens d'équipement	42,6%	45,6%	46,2%	45,8%	45,9%
Matériel de transport routier	170,7	201,2	195	211	241
part dans les importations	3,4%	3,8%	3,3%	3,5%	4,0%
part dans les biens d'équipement	16,0%	19,3%	19,3%	19,3%	21,6%
Total importations CAF, commerce général douanes	5 078,6	5 315,4	5 913,1	6 111,8	6 040,3

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.6 : Exportations de services de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Transport	121,2	132,5	213,6	229,6	172,5
dont fret	58,0	56,4	58,3	63,6	60,9
Voyage	224,8	230,6	246,3	262,8	95,6
Autres services	195,6	202,1	188,1	188,6	153,1
Total services nets	541,6	565,2	648,1	680,9	421,2

Source : BCEAO

Annexe 2.7 : Importations de services de 2016 à 2020

(En milliards de FCFA)

Postes	2016	2017	2018	2019	2020
Transport	-818,7	-887,7	-1006,4	-1037,2	-984,3
dont fret	-742,4	-777,3	-885,9	-900,3	-916,7
Voyage	-220,3	-224,4	-231,3	-234,3	-121,4
Autres services	-682,1	-827,7	-688,7	-722,7	-702,9
Total services importés	-1721,1	-1939,8	-1926,3	-1994,1	-1808,7

Source : BCEAO

Annexe 2.8 : Exportations de marchandises par principaux produits de 2016 à 2020

(valeurs en milliards f.c.f.a., quantités en tonnes, mwh)

EXPORTATIONS	ANNEES									
	2016		2017		2018		2019		2020	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
PRODUITS PRIMAIRES	3 975,3	5 018 597,1	4 401,3	6 113 094,3	4 148,9	6 673 668,0	4 844,8	8 663 804,1	4 792,5	8 405 486,4
Agriculture, Elevage, Pêche	23,4	80 846,3	38,8	190 674,4	35,3	148 119,5	41,2	163 948,6	40,6	246 929,5
Riz	4,6	20 557,7	5,2	31 256,9	2,9	11 370,8	5,2	18 831,5	8,1	30 010,3
Légumes et tubercules alimentaires	1,5	13 751,5	1,1	14 468,5	1,2	16 725,1	1,7	23 722,3	2,1	41 780,6
Pêche	4,0	4 773,0	4,9	5 441,5	5,6	6 533,4	11,3	12 444,7	6,4	8 527,5
Crustacés, mollusques	2,4	384,1	1,8	1 108,8	2,0	939,4	1,5	1 118,6	1,0	956,7
Mangues fraîches	8,9	27 643,6	13,8	40 476,7	14,7	40 300,9	14,0	40 233,2	12,5	35 123,5
Papayes fraîches	0,0	472,9	0,0	1 045,6	0,0	1 015,6	0,0	793,6	0,0	658,8
Autres fruits et produits de l'élevage	2,0	13 263,5	12,0	96 876,3	8,9	71 234,1	7,5	66 804,7	10,4	129 872,4
<i>Dont Elevage et chasse</i>	0,0	4,1	0,0	37,6	0,0	1,4	0,0	0,4	0,0	0,7
Céréales	1,0	10 491,8	8,7	73 033,2	1,0	24 925,3	1,2	17 799,6	3,5	77 809,6
Agriculture Industrielle et d'Exportation	3 169,6	3 242 884,2	3 476,5	3 873 917,0	3 210,3	3 722 572,8	3 542,9	4 248 516,3	3 558,7	4 236 742,1
Hors cacao	1 069,8	1 956 896,6	1 419,6	2 063 797,7	1 408,6	2 196 978,8	1 448,0	2 626 767,4	1 473,2	2 750 691,0
Café vert	60,4	65 218,4	41,5	39 962,0	76,6	76 795,9	95,1	108 579,0	51,7	66 290,1
Cacao fèves	2 099,7	1 285 987,6	2 056,9	1 510 119,3	1 801,7	1 525 594,0	2 094,9	1 621 748,8	2 085,5	1 486 051,1
Noix de cajou	427,4	659 123,6	606,5	624 150,9	585,7	654 327,3	428,2	609 072,9	487,7	691 289,2
Ananas frais	7,2	34 843,7	7,2	31 944,4	6,7	30 470,5	6,9	32 064,1	6,1	26 062,8
Banane	68,4	323 952,4	88,1	394 296,1	96,8	404 184,3	96,8	449 617,9	92,3	457 378,6
Cola	1,2	20 002,2	1,1	17 449,1	1,0	14 480,3	1,5	23 309,3	1,4	23 120,5
Coton en masse	139,2	182 533,4	120,1	137 649,3	158,8	165 432,9	211,9	211 566,5	164,9	187 124,1
Graines d'oléagineux	2,1	4 141,8	1,9	1 408,6	2,6	1 409,0	2,2	1 491,5	2,2	1 984,8
Graines de coton	5,6	97 440,1	9,3	108 200,3	10,8	117 419,7	13,7	259 313,1	14,7	163 679,8
Caoutchouc	298,8	416 259,3	489,7	663 550,5	419,9	690 471,0	531,9	879 469,7	598,0	1 098 477,9
Bois en grumes	11,4	101 230,0	0,0	17,4	0,0	31,9	0,0	54,0	0,0	0,0
Tabac	39,4	5 934,8	45,2	6 296,9	36,9	4 523,1	44,5	5 200,7	46,9	5 655,6
Coco	5,9	38 337,6	3,9	18 990,9	0,2	1 972,8	0,8	3 785,9	0,9	4 506,7
Autres	2,8	7 879,4	5,7	19 881,3	12,8	35 460,2	12,9	43 242,9	6,5	25 121,3
Produits miniers	782,3	1 694 866,6	885,9	2 348 503,0	903,2	2 802 975,7	1 260,7	4 261 339,2	1 193,2	3 921 814,8
Pétrole brut	322,2	1 458 755,4	363,2	1 679 928,6	392,3	1 390 601,2	528,4	2 040 777,5	256,4	1 446 485,0
Or	447,0	22,3	489,9	25,1	444,1	24,1	631,3	32,2	842,2	38,7
Autres perles, pierres précieuses	11,9	235 865,5	31,5	668 541,6	66,0	1 412 350,4	100,5	2 210 529,5	94,5	2 475 291,1
Diamant	1,3	1,0	1,2	5,7	0,8	0,0	0,6	0,0	0,1	0,0
Phosphate	0,0	222,4	0,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUITS TRANSFORMES	2 903,7	4 317 494,4	2 471,6	3 311 230,0	2 403,7	3 399 396,6	2 502,2	4 138 209,6	2 348,1	3 563 680,4
Produits de la première transformation	1 392,6	1 131 209,7	1 320,3	1 148 381,4	1 226,7	1 138 519,6	1 261,6	1 187 978,3	1 367,2	1 145 134,8
Cacao transformé	931,1	442 248,2	847,7	464 988,0	730,6	458 124,9	804,8	482 779,8	886,0	487 024,8
Café transformé	49,5	7 383,5	34,8	4 539,7	38,4	5 459,0	38,1	5 812,9	38,7	6 350,7
Poisson fumé	0,0	52,0	0,0	83,6	0,0	213,5	0,0	161,8	0,0	70,9
Huile de palme	91,9	228 209,4	93,6	171 929,6	104,8	226 609,8	111,8	281 226,6	122,9	227 733,5
Huile de coco	1,6	6 722,6	5,4	10 002,8	5,1	7 849,3	4,2	11 028,5	6,6	12 538,7
Amande de cajou	25,3	6 660,8	40,8	8 141,1	53,2	9 736,0	38,9	11 222,8	36,9	13 513,3
Bois transformé	92,8	229 062,9	84,1	223 874,4	72,4	217 049,7	68,9	214 336,2	60,2	210 826,3
Métaux communs	5,1	8 739,7	6,3	10 405,5	6,9	13 883,7	3,2	13 023,0	7,8	7 871,4
Ouvrages en métaux	9,7	2 233,1	3,0	1 173,3	2,7	1 312,1	2,2	947,3	4,2	957,7
Fer, fonte, acier et ouvrages en acier	35,7	63 608,0	31,3	115 989,4	30,2	56 278,7	19,3	38 377,0	22,2	26 833,5
Produits chimiques	16,5	27 234,6	29,0	27 601,7	31,6	25 272,5	29,9	25 252,1	34,7	35 007,0
Huiles essentielles et extraits végétaux	133,1	108 933,1	144,2	109 615,0	150,5	116 717,8	133,9	103 793,0	147,0	116 390,6
Perles, pierres gemmes	0,1	121,8	0,1	37,2	0,1	12,4	0,1	17,3	0,0	17,1
Conserves et Préparation Alimentaires	190,5	217 148,0	197,6	215 851,6	177,6	227 344,2	155,7	213 851,1	166,5	234 772,2
Conserves de thon	82,6	33 669,3	88,1	29 458,4	78,3	26 399,2	58,8	20 759,9	59,8	21 151,8
Lait et produits de la laiterie	8,7	9 405,1	6,1	7 218,0	2,9	3 247,8	2,7	2 704,7	3,1	3 043,1
Sucre	0,1	124,3	2,5	4 311,5	6,7	12 225,0	3,6	6 314,4	0,3	239,6
Sucrées	4,5	2 759,9	5,8	3 347,2	4,1	2 372,4	3,9	2 196,9	2,7	1 341,9
Jus d'ananas	0,6	1 355,9	1,1	2 323,3	0,7	1 594,3	0,5	1 049,6	0,5	1 172,6
Huile de palme	8,1	16 431,3	10,1	15 665,1	7,9	16 760,0	7,6	20 206,5	5,3	12 435,8
Préparations alimentaires diverses	25,6	21 347,2	36,9	28 489,9	30,9	29 116,5	31,5	29 640,8	34,8	33 915,2
Produits de la minoterie	11,5	65 566,8	11,7	67 372,6	12,4	75 873,8	12,3	71 582,4	15,7	89 638,8
Préparation à base de céréales	27,7	66 433,6	20,5	57 623,2	19,3	59 716,4	21,7	59 353,4	27,6	71 788,1
Autres conserves et préparations	21,1	55,6	15,1	42,3	14,5	38,9	13,2	42,5	16,7	45,2
<i>Dont: Conserves d'ananas</i>	0,0	37,1	0,1	86,6	0,2	509,4	0,3	691,8	1,3	2 014,2
<i>Roisson</i>	9,5	15 999,4	9,1	15 479,8	7,1	10 250,8	6,1	6 571,3	8,4	7 262,8
<i>Viandes et abats</i>	0,5	159,2	0,1	48,0	0,3	129,1	0,2	92,0	0,2	73,4
Produits manufacturés	1 320,6	2 969 136,8	953,7	1 946 997,1	999,5	2 033 532,8	1 085,0	2 736 380,1	814,4	2 183 773,8
Electricité (f/mwh)	55,7	0,0	112,2	0,0	92,5	0,0	67,1	0,0	77,5	0,0
Produits pétroliers	798,3	2 522 081,9	442,5	1 508 227,1	559,2	1 601 219,3	673,3	1 955 568,9	415,2	1 627 943,2
Savon	47,2	103 127,9	65,6	133 449,1	59,7	139 886,6	55,6	141 353,4	57,8	142 371,3
Ciment	2,4	32 413,8	0,7	11 527,6	3,9	56 289,1	4,6	68 390,8	7,8	132 420,4
Tissus en coton	18,1	1 926,0	12,8	1 327,5	13,6	1 322,8	14,9	1 530,6	13,0	1 270,4
Textiles et chaussures	63,9	67 257,1	56,7	63 536,2	47,5	56 424,7	48,3	57 122,4	47,7	57 195,0
Plastiques	102,8	103 590,3	130,2	127 861,4	83,6	84 556,2	77,5	76 081,4	73,6	77 597,7
Engrais	13,2	54 490,5	8,5	37 314,9	3,8	34 790,9	14,9	77 960,6	15,2	77 601,4
Papiers, cartons et produits de l'édition	32,1	44 604,3	28,4	33 329,5	30,7	33 656,3	35,5	38 925,0	34,4	45 058,3
Céramiques, verre et perles	0,3	3 513,5	0,5	6 824,9	0,5	5 037,6	0,2	1 041,8	0,3	2 530,4
Matériels pour voies ferrées	4,4	780,5	3,4	641,9	1,0	429,5	0,8	636,6	0,5	373,0
Véhicules automobiles	11,6	5 680,3	6,2	2 423,5	4,9	1 993,8	18,1	2 672,3	5,2	1 780,6
Appareils mécaniques et électriques	99,8	23 379,7	47,2	20 135,5	48,5	17 416,7	31,1	11 158,6	30,5	17 272,3
Appareils de navigation maritime et aérien	26,0	5 463,9	1,2	103,5	2,1	65,2	1,0	35,6	0,3	19,2
Appareils de précision et d'optique	11,3	675,4	2,5	120,4	10,8	225,4	5,2	306,8	4,0	124,0
Divers	33,8	151,6	35,1	174,0	37,1	218,4	36,8	303 595,2	31,6	216,5
<i>Dont Armes et munitions</i>	0,7	24,1	0,0	0,0	0,0	0,0	8,2	1 036,9	0,0	0,1
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	6 472,8	9 168 464,6	6 427,1	9 142 549,3	6 872,9	9 424 324,3	7 347,0	12 802 013,7	7 140,7	11 969 166,8
Hors cacao	5 246,8	8 088 366,0	4 608,7	8 086 913,5	4 816,0	7 914 205,1	5 252,1	11 180 264,9	5 055,2	10 483 115,6
Hors café/cacao	5 189,5	8 019 661,4	4 541,3	8 013 504,0	4 774,4	7 874 243,1	5 157,0	11 071 685,9	5 003,4	10 416 825,5
Hors produits traditionnels	5 019,5	7 726 512,6	4 422,8	7 827 333,6	4 654,4	7 736 576,4	4 945,1	10 860 065,4		

Annexe 2.9 : Importations de marchandises par principaux produits de 2016 à 2020

(valeurs en milliards fca, quantité en tonnes, mwh)

IMPORTATIONS	ANNEES									
	2016		2017		2018		2019		2020	
	Valeur	Quantité								
BIENS DE CONSOMMATION	2 263,6	4 462 292,6	2 456,1	5 109 775,1	2 548,1	5 369 176,7	2 577,9	5 015 331,5	2 664,7	5 015 018,7
PRODUITS ALIMENTAIRES	1 011,8	3 261 840,9	1 136,4	3 572 859,6	1 236,0	3 928 621,1	1 230,2	3 767 600,0	1 323,4	3 677 736,2
Produits laitiers	42,4	26 031,4	47,7	25 058,9	44,2	24 528,4	49,8	23 977,5	56,9	28 508,3
Fruits et légumes frais	38,5	259 853,4	41,4	290 493,2	42,9	309 189,3	43,2	320 760,1	49,8	365 254,6
Dont: Noix de cola	0,0	0,0	0,0	17,8	0,0	4,6	0,0	39,1	0,0	0,0
Viandes et abats comestibles	42,9	103 433,1	46,4	111 014,6	49,2	118 133,8	49,8	120 284,5	60,9	145 254,5
Viande, poissons en conserves	3,5	2 117,5	3,3	1 847,6	4,1	3 258,7	4,3	3 713,2	4,0	2 921,7
Poissons	261,7	444 324,4	320,3	530 441,5	334,6	590 231,9	334,5	575 189,6	359,4	613 924,2
Riz semi-blanchi	307,2	1 275 332,6	327,2	1 338 285,3	383,2	1 492 978,5	353,3	1 338 979,1	316,3	1 110 407,2
Blé tendre	86,3	592 545,5	96,2	648 983,9	98,7	644 188,8	107,4	650 738,4	115,5	681 815,0
Autres céréales	5,3	50 463,3	2,6	23 093,2	5,6	55 926,1	3,4	36 909,1	4,4	34 829,5
Farine	31,8	98 963,4	30,7	105 630,5	30,2	118 229,9	30,4	113 286,5	34,6	120 857,0
Graisses et huiles végétales ou animales	31,1	48 364,7	19,9	25 045,2	61,2	144 489,7	37,4	82 194,2	30,5	52 649,3
Sucre	14,9	44 055,9	25,4	83 488,4	13,6	50 144,1	15,9	58 378,0	17,9	59 157,7
Préparations alimentaires diverses	25,3	18 085,9	28,6	38 846,8	25,8	39 164,2	27,6	24 616,4	29,1	24 606,8
Boissons	48,9	92 010,8	53,5	106 900,4	54,1	103 420,1	58,0	111 805,7	63,4	124 409,0
Autres produits alimentaires	72,1	206 259,1	93,1	243 712,2	88,4	234 733,1	115,4	306 728,6	108,3	305 458,9
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	1 251,8	1 200 451,7	1 319,7	1 536 915,5	1 312,2	1 440 555,6	1 347,7	1 247 731,4	1 341,3	1 337 282,5
Vêtements	19,1	10 238,5	18,8	10 473,5	20,0	11 403,2	19,5	11 106,3	18,3	8 866,4
Produits pharmaceutiques	204,7	13 756,4	191,8	13 926,2	210,8	15 234,0	212,1	16 060,7	228,0	17 274,4
Tabac	89,2	10 323,4	78,3	8 635,2	81,6	9 936,3	93,3	13 145,3	72,3	7 682,6
Librairie	14,1	4 219,1	13,2	4 384,1	14,2	4 795,0	13,1	5 040,3	18,5	4 941,1
Plastiques	235,4	288 777,1	275,9	330 000,6	256,1	307 359,9	274,8	367 728,2	295,4	420 395,6
Caoutchouc	51,1	42 992,8	52,0	45 389,6	50,4	44 791,4	58,6	52 652,3	58,7	56 494,8
Automobiles	147,7	57 889,1	166,6	68 060,1	161,1	54 600,7	139,5	24 039,6	144,2	26 824,1
Appareil électroménagers	126,9	38 229,6	129,1	44 538,3	151,4	50 346,1	138,8	53 988,2	151,0	61 572,8
Produits divers des industries chimiques	114,4	74 453,5	115,1	78 721,9	138,4	85 129,6	145,4	90 055,5	154,5	105 997,5
Minerais, scories et cendres	6,4	343 013,9	12,4	579 262,7	13,7	570 873,3	5,5	265 036,6	5,0	260 844,4
Autres biens de consommation	242,9	316 558,3	266,6	353 523,2	214,3	286 086,0	247,1	348 878,4	267,7	374 071,4
PRODUITS ENERGETIQUES	871,6	4 076 073,0	925,2	3 352 946,2	1 317,9	4 151 617,6	1 315,3	4 022 998,2	1 184,8	4 710 087,2
Pétrole brut	607,2	3 161 756,1	471,9	1 946 073,1	859,8	2 955 795,3	870,4	2 824 196,6	825,7	3 470 953,8
Produits pétroliers	264,4	914 316,9	453,2	1 406 873,1	458,1	1 195 822,3	444,9	1 198 801,6	359,1	1 239 133,3
BIENS INTERMEDIAIRES	877,2	4 728 310,7	932,8	5 481 157,4	1 033,2	5 385 283,4	1 124,5	5 867 340,9	1 075,0	6 772 524,5
Produits chimiques	105,7	200 837,3	120,4	206 807,0	127,0	212 788,1	145,7	257 346,3	133,5	264 780,3
Coton	20,0	6 920,8	18,6	5 592,5	20,3	6 471,6	22,0	6 940,7	16,9	5 398,2
Autres fibres textiles	39,0	42 114,7	42,4	60 999,1	38,0	40 988,9	45,9	46 022,2	48,6	48 919,2
Fer, fonte et acier	252,3	471 937,9	255,1	454 372,8	324,3	476 770,2	334,8	508 854,4	316,5	590 469,4
Produits métalliques	80,6	35 594,2	79,4	39 594,0	119,9	45 862,7	104,0	46 501,9	89,3	50 852,0
Céramique, verre, pierre	52,7	279 448,2	60,8	333 291,1	59,5	333 416,3	70,1	415 043,7	78,1	458 066,3
Engrais	65,0	341 421,8	56,2	309 131,7	44,1	238 111,6	86,1	438 862,9	70,8	399 197,5
Clinker	59,6	2 095 348,5	85,7	3 030 147,1	94,0	3 140 790,2	97,8	3 071 359,3	100,8	3 671 794,6
Autres matériaux de construction	40,1	1 076 990,0	26,6	825 566,6	21,6	692 779,3	28,4	881 455,6	33,7	1 069 198,1
Papiers et cartons	79,0	144 237,0	95,2	180 888,8	90,1	158 567,0	94,0	161 260,3	91,7	178 352,6
Huiles essentielles et extraits végétaux	83,3	33 452,3	92,5	34 766,8	94,5	38 737,4	95,7	33 693,7	95,0	35 496,3
BIENS D'EQUIPEMENT	1 066,2	239 925,7	1 001,3	270 900,0	1 013,9	250 231,8	1 094,2	273 899,1	1 115,8	336 646,6
Hors autre Matériel de transport	802,1	131 678,2	742,9	154 372,9	791,6	150 798,1	869,5	173 600,0	837,1	204 986,7
Dont Machines mécaniques	454,3	93 969,1	456,9	117 358,6	468,2	107 517,6	501,5	124 547,8	511,7	143 118,6
Machines automatiques	27,5	1 767,2	24,9	1 493,3	28,4	1 607,0	31,7	1 123,4	29,1	1 812,9
Machines électriques	252,9	31 253,4	192,5	30 442,1	232,4	36 779,8	274,0	42 690,3	262,1	55 937,9
Instruments de précision	67,3	4 688,5	68,5	5 078,9	62,5	4 893,7	62,3	5 238,5	63,3	5 930,3
Matériel de transport routier	170,7	92 309,2	201,2	107 876,6	195,2	92 534,8	211,3	97 292,7	241,0	126 558,4
dont autres véhicules marchands	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,4	0,0	0,0	0,0	8,0
Mat. de transport navigation aérien	14,7	33,0	29,5	104,6	8,4	30,1	2,5	18,9	2,9	29,6
Mat. de transport navigation maritime	67,4	11 666,0	20,1	4 527,6	9,5	4 365,2	7,3	596,0	2,0	3 259,0
Matériels pour voies ferrées	11,3	4 239,3	7,6	4 018,3	9,2	2 503,6	3,5	2 392,5	3,7	2 657,6
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	5 078,6	13 506 602,0	5 315,4	14 214 760,9	5 913,1	15 156 308,4	6 111,8	15 179 530,6	6 040,3	16 834 277,1
Total hors pétrole brut	4 471,1	10 344 845,9	4 843,5	12 268 687,8	5 053,3	12 200 509,6	5 241,3	12 355 334,0	5 214,6	13 363 315,3
Total hors pétrole brut et produits pétroliers (1)	4 206,8	9 430 529,0	4 390,2	12 267 280,9	4 595,2	11 004 687,3	4 796,4	11 156 532,4	4 855,5	12 124 181,9
Total hors viande et tabac(2)	4 985,7	13 494 161,1	5 233,8	14 204 278,1	5 827,4	15 143 109,9	6 014,1	15 162 672,1	5 964,0	16 823 664,8
Total hors (1)+(2)	4 114,1	9 418 088,1	4 308,6	12 256 798,1	4 509,5	10 991 492,3	4 698,8	11 139 673,9	4 779,2	12 113 577,7
Total hors biens d'équipement	4 012,4	13 266 676,3	4 314,1	13 943 860,9	4 899,2	14 906 073,1	5 017,6	14 905 631,5	4 924,5	16 497 622,5
Total hors pétrole et biens d'équipement	3 405,2	10 104 920,2	3 842,2	11 997 787,7	4 039,4	11 950 277,8	4 147,1	12 081 434,9	4 098,8	13 026 668,7

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.10 : Exportations à destination des autres pays de l'UEMOA de 2016 à 2020

(valeurs en milliards fca, quantités en milliers de tonnes, mwh)

EXPORTATIONS	ANNEES									
	2016		2017		2018		2019		2020	
	Valeur	Quantité								
PRODUITS PRIMAIRES	53,4	195,3	75,8	317,3	68,1	280,5	83,1	456,4	85,1	477,8
Agriculture, Elevage, Pêche	3,7	42,5	12,5	120,2	3,8	66,3	5,9	72,3	9,0	153,1
Riz	2,4	12,9	3,1	24,1	1,5	6,3	3,0	13,8	4,0	17,7
Légumes et tubercules alimentaires	0,5	11,2	0,7	13,5	0,7	15,1	0,9	17,1	0,9	29,5
Pêche	0,3	1,1	0,4	1,2	0,3	1,0	0,2	0,6	0,2	0,5
Crustacés, mollusques	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
Mangues fraîches	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	2,2	0,1	2,4	0,1	3,1
Papayes fraîches	0,0	0,6	0,0	1,0	0,0	1,0	0,0	0,8	0,0	0,7
Autres fruits et produits de l'élevage	0,5	16,7	8,2	79,9	1,3	40,8	1,7	37,7	3,8	101,3
Dont Elevage et chasse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Céréales	0,3	12,4	8,0	71,1	0,7	23,2	1,0	15,9	3,2	74,8
Agriculture Industrielle et d'Exportation	49,8	152,8	63,3	197,2	64,3	214,2	77,2	384,1	76,2	324,8
Hors cacao	49,8	152,8	63,3	197,2	64,3	214,2	77,2	384,1	76,2	324,8
Café vert	0,1	0,2	0,0	0,0	3,0	3,0	2,4	2,8	1,1	1,5
Cacao fèves	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Noix de cajou	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ananas frais	0,1	0,8	0,1	0,6	0,1	0,9	0,1	1,0	0,3	1,4
Banane	5,8	49,0	8,3	62,5	12,8	72,5	15,5	93,9	14,3	123,0
Cola	0,5	8,8	0,5	8,6	0,6	9,3	0,8	14,2	1,0	18,0
Coton en masse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Graines d'oléagineux	0,0	0,2	0,0	0,1	0,0	0,4	0,1	0,6	0,1	0,4
Graines de coton	3,9	71,0	9,3	108,2	10,8	117,4	13,6	259,1	14,7	163,6
Caoutchouc	1,1	1,2	1,0	1,0	1,2	1,3	0,9	1,1	1,1	1,4
Bois en grumes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tabac	37,5	5,4	43,6	6,1	35,6	4,4	43,4	5,1	43,2	5,2
Coco	0,5	12,4	0,4	5,7	0,0	0,5	0,2	1,4	0,1	0,8
Autres	0,2	3,8	0,2	4,3	0,2	4,4	0,2	5,1	0,2	9,5
Produits miniers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	8,1	0,0	0,0
Pétrole brut	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres perles, pierres précieuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	8,1	0,0	0,0
Diamant	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Phosphate	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUITS TRANSFORMES	754,3	1 796,6	719,7	1 315,3	806,0	1 461,5	915,7	1 956,9	860,0	1 983,0
Produits de la première transformation	187,1	347,6	191,6	315,2	204,0	326,2	191,2	314,6	221,7	348,8
Cacao transformé	0,9	0,6	0,8	0,5	1,0	0,9	1,7	1,6	2,2	2,3
Café transformé	19,4	2,6	20,3	2,6	24,1	3,5	24,1	3,7	27,1	4,5
Poisson fumé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Huile de palme	80,6	153,4	64,8	110,4	68,8	132,0	75,7	153,5	101,3	179,5
Huile de coco	0,5	4,8	1,7	5,0	2,8	4,5	0,5	1,4	3,8	6,2
Amande de cajou	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois transformé	19,3	84,5	19,1	83,7	18,0	81,3	16,9	78,8	16,9	83,0
Métaux communs	1,5	0,5	2,0	1,0	1,8	0,9	0,3	0,2	0,3	0,2
Ouvrages en métaux	0,7	0,6	0,4	0,4	0,5	0,3	0,7	0,4	0,7	0,3
Fer, fonte, acier et ouvrages en acier	17,2	50,7	20,2	56,7	18,3	44,8	10,8	26,8	9,2	21,9
Produits chimiques	10,6	13,5	22,3	16,6	24,3	16,3	19,5	10,4	21,8	10,8
Huiles essentielles et extraits végétaux	36,4	36,5	39,9	38,1	44,4	41,7	41,0	37,8	38,6	39,8
Perles, pierres gemmes	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conserves et Préparation Alimentaires	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2
Conserves de thon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Lait et produits de la laiterie	7,5	8,7	5,8	7,0	2,4	2,9	2,1	2,3	2,4	2,6
Sucre	12,0	22,4	2,5	4,3	6,7	12,2	3,6	6,3	0,2	0,2
Sucres	2,5	2,0	2,9	1,8	3,0	1,8	2,7	1,7	2,4	1,2
Jus d'ananas	0,5	1,1	0,8	1,8	0,5	1,3	0,5	1,0	0,5	1,2
Huile de palme	0,9	1,6	1,9	2,5	1,5	3,0	3,4	9,9	1,3	3,5
Préparations alimentaires diverses	14,8	12,5	23,8	17,6	15,4	14,4	13,8	13,0	19,5	19,1
Produits de la minoterie	9,7	55,5	11,0	64,9	11,6	72,8	11,5	68,2	14,4	83,9
Préparation à base de céréales	20,6	51,2	15,5	43,5	15,7	47,1	17,8	44,7	20,6	57,5
Autres conserves et préparations	13,0	0,0	12,6	0,0	11,0	0,0	9,8	0,0	10,8	0,0
Dont: Conserves d'ananas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits manufacturés	0,5	1,3	0,5	0,5	0,5	1,0	0,6	1,3	0,5	1,3
Electricité (fmwh)	52,2	0,0	70,5	0,0	64,9	0,0	61,7	0,0	72,5	0,0
Produits pétroliers	283,0	1 071,2	216,1	615,1	271,2	649,7	288,0	733,0	227,6	817,5
Savon	37,5	88,2	39,4	99,8	37,1	106,6	37,2	111,3	35,9	108,3
Ciment	0,7	12,3	0,7	11,0	3,9	55,9	4,4	66,0	7,2	125,1
Tissus en coton	8,9	0,9	8,5	0,9	9,3	0,9	10,0	1,0	8,8	0,9
Textiles et chaussures	20,5	25,1	20,3	23,9	20,9	26,0	24,3	29,8	25,5	35,3
Plastiques	42,1	46,8	46,4	48,5	58,5	57,8	63,0	61,7	60,1	64,8
Engrais	8,3	33,4	7,8	35,1	3,4	32,9	14,1	75,4	14,2	75,3
Papiers, cartons et produits de l'édition	12,2	11,5	16,7	15,4	20,1	18,3	22,8	20,6	21,3	23,4
Céramiques, verres et perles	0,1	0,2	0,2	1,2	0,2	0,7	0,0	0,1	0,1	0,7
Matériels pour voies ferrées	0,1	0,1	0,1	0,1	0,5	0,1	0,5	0,1	0,1	0,1
Véhicules automobiles	1,9	1,5	2,4	1,3	1,7	1,0	16,9	2,3	2,7	1,2
Appareils mécaniques et électriques	9,4	2,6	10,5	4,4	10,4	4,3	6,1	2,1	15,6	5,2
Appareils de navigation maritime et aérienne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Appareils de précision et d'optique	0,1	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,2	0,1	0,3	0,0
Divers	10,5	0,0	11,5	0,0	21,0	0,1	22,4	168,6	16,4	0,1
TOTAL EXPORTATION	807,8	1 991,9	795,5	1 632,6	874,1	1 741,9	998,8	2 413,3	307,4	828,0
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	807,8	1 991,9	795,5	1 632,6	874,1	1 741,9	998,8	2 413,3	887,4	2 253,6
Hors cacao	807,8	1 991,9	795,5	1 632,6	874,1	1 741,9	998,8	2 413,3	887,4	2 253,6
Hors café/cacao	807,7	1 991,7	795,5	1 632,6	0,9	1,7	1,0	2,4	0,9	2,3
Hors produits traditionnels	807,7	1 991,7	795,5	1 632,6	0,9	1,7	1,0	2,4	0,9	2,3
Hors produits pétroliers	0,5	0,9	0,6	1,0	0,6	1,1	0,7	1,7	0,7	1,4
Hors pétrole et produits pétroliers	524,8	920,7	579,4	1 017,6	602,8	1 092,3	710,8	1 680,3	659,8	1 436,1
Hors pétrole et café/cacao	807,7	1 991,7	795,5	1 632,6	871,1	1 738,9	996,4	2 410,6	944,0	2 459,3
Hors produits pétroliers et café/cacao	524,7	920,5	579,4	1 017,6	589,2	1 063,8	620,7	1 454,5	658,7	1 434,5
Hors pétrole, produits pétroliers et café/cacao	524,7	920,5	579,4	1 017,6	589,2	1 063,8	620,7	1 454,5	658,7	1 434,5

Sources : DGD, BCEAO

Annexe 2.11 : Importations en provenance des autres pays de l'UEMOA de 2016 à 2020

(valeurs en milliards fca, quantités en tonnes, mwh)

IMPORTATIONS	ANNEES									
	2016		2017		2018		2019		2020	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
BIENS DE CONSOMMATION	110,5	407 938,9	109,9	415 228,3	86,2	365 070,4	121,1	474 411,6	137,8	491 874,0
PRODUITS ALIMENTAIRES	73,0	329 124,9	80,5	354 966,9	66,8	334 840,6	106,8	448 197,8	120,0	465 178,0
Produits laitiers	0,3	265,0	0,2	233,4	0,1	47,7	0,4	205,1	0,0	67,7
Fruits et légumes frais	5,6	106 450,4	5,2	100 285,7	5,5	106 013,8	8,3	142 729,3	7,8	129 979,1
Dont: Noix de cola	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Viandes et abats comestibles	0,0	0,4	0,0	11,7	0,0	7,8	0,0	0,4	0,1	17,5
Viande, poissons en conserves	0,0	50,4	0,0	0,3	0,0	0,3	0,0	0,6	0,0	6,3
Poissons	57,1	99 876,4	62,5	110 050,5	49,7	88 151,5	86,6	162 753,3	98,1	185 409,1
Riz semi-blanchi	0,0	98,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	43,1	0,1	98,0
Blé tendre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres céréales	0,6	22 528,1	0,5	17 797,6	0,4	20 432,4	0,6	22 574,7	2,2	29 974,3
Farine	0,1	105,2	0,0	56,7	0,0	14,2	0,0	4,0	0,0	83,1
Graisses et huiles végétales ou animales	0,2	258,4	0,4	670,3	0,4	1 691,6	0,1	96,6	0,1	145,8
Sucre	0,2	486,5	0,3	563,6	0,2	691,4	0,3	762,0	0,3	740,5
Préparations alimentaires diverses	2,2	2 434,4	4,1	21 472,1	3,9	22 043,6	3,6	4 948,4	3,1	3 544,9
Boissons	0,7	1 631,9	1,4	6 407,4	1,7	7 527,8	0,5	1 904,8	1,5	4 544,1
Autres produits alimentaires	6,1	94 939,7	5,9	97 417,5	4,8	88 218,4	6,3	112 175,6	6,8	110 567,6
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	50,3	79 734,6	29,3	60 121,3	10,1	29 442,4	14,3	26 213,8	17,8	26 695,9
Vêtements	0,5	146,1	0,3	142,9	0,2	174,1	0,3	186,0	0,2	114,6
Produits pharmaceutiques	2,1	169,1	1,5	311,9	2,4	754,1	1,9	279,6	2,2	716,2
Tabac	12,8	920,6	11,2	912,5	9,3	787,4	6,6	849,4	9,9	740,0
Librairie	0,1	46,6	0,1	71,0	0,3	145,9	0,2	64,6	0,1	38,1
Plastiques	2,5	2 388,1	1,3	1 236,8	1,3	1 245,1	1,0	1 131,5	0,5	881,2
Caoutchouc	0,5	11 944,8	0,8	11 557,4	0,4	13 043,6	0,6	13 013,0	0,5	10 675,2
Automobiles	0,4	227,8	1,2	773,2	2,0	697,2	0,4	80,1	0,9	186,3
Appareil électroménagers	0,3	267,6	0,7	256,5	0,4	140,3	0,8	264,2	0,8	296,2
Produits divers des industries chimiques	0,3	192,1	0,0	73,5	0,1	125,7	0,3	326,4	0,2	390,6
Minerais, scories et cendres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres biens de consommation	6,6	19 447,7	2,9	15 456,5	1,9	11 846,7	1,5	10 018,7	1,6	12 657,1
PRODUITS ENERGETIQUES	11,6	43 063,7	9,4	29 329,2	1,3	1 269,7	12,4	37 252,6	4,4	16 499,5
Pétrole brut	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	11,6	43 063,7	9,4	29 329,2	1,3	1 269,7	12,4	37 252,6	4,4	16 499,5
BIENS INTERMEDIAIRES	7,7	11 537,2	8,3	26 224,9	8,9	21 131,8	9,9	129 688,5	11,7	165 527,1
Produits chimiques	0,0	143,9	0,0	73,5	0,0	67,9	0,6	1 035,5	0,3	303,0
Coton	5,7	2 473,6	5,6	2 169,0	5,3	2 035,6	5,1	1 977,3	5,6	2 008,8
Autres fibres textiles	0,6	916,0	1,0	15 523,6	0,2	148,5	0,6	605,3	1,1	1 451,1
Fer, fonte et acier	0,3	392,3	0,3	489,1	0,4	361,1	0,6	415,2	1,5	758,8
Produits métalliques	0,1	60,7	0,3	119,0	0,1	83,2	0,2	71,1	0,3	132,7
Céramique, verre, pierre	0,1	124,0	0,0	164,9	0,0	130,5	0,1	174,2	0,1	472,0
Engrais	0,0	124,6	0,0	28,4	1,7	8 307,2	0,0	100,1	0,0	42,7
Clinker	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres matériaux de construction	0,1	6 767,5	0,2	6 984,9	0,2	9 383,4	1,9	124 622,5	2,0	159 523,4
Papiers et cartons	0,3	145,1	0,4	182,6	0,4	265,0	0,4	248,6	0,2	176,3
Huiles essentielles et extraits végétaux	0,5	389,4	0,5	489,9	0,4	349,5	0,5	438,8	0,7	658,2
dont Huiles essentielles	0,4	326,6	0,4	381,6	0,4	277,8	0,4	340,9	0,5	514,2
BIENS D'EQUIPEMENT	3,9	3 894,6	5,0	5 818,3	4,0	4 227,5	6,2	4 301,0	6,9	3 719,2
Hors autre Matériel de transport	2,8	1 397,1	2,9	1 687,2	2,4	1 348,7	5,2	1 977,7	5,2	1 667,3
Équipement incompressible	2,8	1 395,4	2,9	1 685,9	2,3	1 347,2	5,2	1 976,9	3,5	996,2
Dont Machines mécaniques	2,0	959,7	1,2	978,7	0,9	619,8	3,0	1 257,8	0,0	5,5
Machines automatiques	0,0	1,7	0,0	1,3	0,0	1,5	0,1	0,7	1,5	645,4
Machines électrique	0,8	430,8	1,6	690,7	1,3	715,4	2,0	681,8	0,2	20,2
Instrument de précision	0,1	4,9	0,1	16,5	0,2	12,0	0,2	37,4	1,6	1 941,9
Matériel de transport routier	1,1	2 494,2	2,0	4 102,5	1,7	2 866,5	0,9	2 185,9	0,0	0,0
dont autres véhicules marchands	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mat. de transport navigation aérien	0,0	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mat. de transport navigation maritime	0,0	2,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	110,1
Matériels pour voies ferrées	0,0	2,2	0,0	28,6	0,0	12,2	0,1	137,4	0,1	110,1
TOTAL IMPORTATION	122,1	423 371,0	123,2	447 271,4	99,1	390 433,1	148,9	645 653,5	159,9	941 873,8
TOTAL HORS BIENS EXCEPTIONNELS	122,1	423 371,0	123,2	447 271,4	99,1	390 429,7	148,9	645 653,5	230,4	941 873,8
Total hors pétrole brut	122,1	423 371,0	123,2	447 271,4	99,1	390 429,7	148,9	645 653,5	230,4	941 873,8
Total hors pétrole brut et produits pétroliers (1)	110,6	380 307,3	113,8	417 942,2	8,8	139 532,4	136,5	608 400,9	155,5	661 120,0
Total hors viande et tabac(2)	109,4	422 400,0	112,0	446 358,6	89,8	389 642,0	142,3	644 803,5	220,5	941 127,6
Total hors (1)+(2)	97,6	379 336,3	102,6	417 029,4	-0,5	138 744,6	129,9	607 550,9	145,6	660 373,8
Total hors biens d'équipement	118,2	419 476,2	118,2	441 453,1	95,1	386 202,2	142,7	641 352,5	223,5	938 154,6
Total hors pétrole et biens d'équipement	118,2	419 476,1	118,2	441 453,1	95,1	386 202,2	142,7	641 352,5	223,5	938 154,6

Source : DGD, BCEAO

Annexe 2.12 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2020
(en milliards FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		19,7	6,4	0,1	24,6	35,9	1,1	16,2	103,9
	Burkina	3,5		28,8	0,0	45,0	31,1	6,6	13,8	128,9
	Côte d'Ivoire	32,7	296,7		0,8	383,9	67,5	78,4	31,4	891,4
	Guinée-Bissau	0,5	0,0	0,0		0,3	0,0	3,3	0,0	4,1
	Mali	12,0	42,0	42,0	0,2		10,8	102,5	10,3	219,8
	Niger	17,6	52,9	5,1	0,0	62,5		1,5	9,0	148,5
	Sénégal	11,7	30,4	119,5	39,9	493,0	12,2		11,1	717,8
	Togo	143,3	102,0	38,3	4,5	75,0	50,7	35,6		449,4
	UEMOA	221,3	543,7	240,1	45,5	1 084,4	208,3	229,1	91,7	2 663,9

Source : BCEAO

Annexe 2.13 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2020
(en milliards FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4,9	1,2	0,1	0,3	2,6	1,7	7,5	18,3
	Burkina	14,0		8,3	0,3	1,3	3,5	1,9	11,7	41,0
	Côte d'Ivoire	13,4	15,4		0,1	3,1	3,6	3,3	11,9	50,8
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		0,0	0,1	1,9	0,0	2,0
	Mali	3,4	8,1	6,5	0,8		4,3	2,7	2,9	28,8
	Niger	5,0	2,2	1,0	0,0	0,4		2,7	2,2	13,5
	Sénégal	1,0	9,7	1,0	0,7	2,9	1,0		0,4	16,8
	Togo	14,4	2,9	0,7	0,1	0,5	3,4	2,9		24,9
	UEMOA	51,1	43,3	18,8	2,2	8,6	18,6	17,0	36,6	196,1

Source : BCEAO

Annexe 2.14 : Tableau détaillé de la balance des paiements 2020 de la Côte d'Ivoire (présentation standard)

(En milliards de FCFA)

	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
1	Compte des transactions courantes	8 070,3	9 206,7	-1 136,4
1.A	-- Biens et services	7 616,0	7 287,0	329,0
1.A.a	---- Biens	7 194,8	5 478,3	1 716,5
1.A.a.1	----- Marchandises générales, base balance des paiements	6 352,5	5 478,3	874,2
1.A.a.1.1	----- Dont : Réexportations	17,0	0,0	17,0
1.A.a.2	----- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,1	0,0	0,1
1.A.a.2.1	----- Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	-1,9	0,0	-1,9
1.A.a.2.2	----- Biens vendus dans le cadre du négoce international	2,0	0,0	2,0
1.A.a.3	----- Or non monétaire	842,2	0,0	842,2
1.A.b	---- Services	421,2	1 808,7	-1 387,5
1.A.b.1	----- Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	2,0	-2,0
1.A.b.1.1	----- Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR), Biens reçus pour transformation (DR)	0,0	0,0	0,0
1.A.b.1.2	----- Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR), Biens reçus après transformation (DR)	0,0	2,0	-2,0
1.A.b.2	----- Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	35,6	91,7	-56,1
1.A.b.3	----- Transport	172,5	984,3	-811,9
1.A.b.3.0	----- Pour tous les modes de transports	13,5	843,3	-829,7
1.A.b.3.0.1	----- Voyageurs	19,0	64,8	-45,8
1.A.b.3.0.1.1	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,2	0,0	0,2
1.A.b.3.0.2	----- Fret	60,9	916,7	-855,8
1.A.b.3.0.3	----- Autres	92,5	2,6	89,9
1.A.b.3.1	----- Transports maritimes	13,5	843,3	-829,7
1.A.b.3.1.1	----- Voyageurs	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.1.1.1	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.1.2	----- Fret	0,0	843,3	-843,3
1.A.b.3.1.3	----- Autres	13,5	0,0	13,5
1.A.b.3.2	----- Transports aériens	26,6	107,7	-81,0
1.A.b.3.2.1	----- Voyageurs	18,1	64,6	-46,5
1.A.b.3.2.1.1	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.2	----- Fret	0,2	40,4	-40,2
1.A.b.3.2.3	----- Autres	8,3	2,6	5,7
1.A.b.3.3	----- Autres modes de transport	132,3	33,2	99,1
1.A.b.3.3.1	----- Voyageurs	1,0	0,2	0,7
1.A.b.3.3.1.1	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,2	0,0	0,2
1.A.b.3.3.2	----- Fret	60,6	33,0	27,7
1.A.b.3.3.3	----- Autres	70,7	0,0	70,7
1.A.b.3.4	----- Services postaux et services de messagerie	0,0	0,2	-0,2
1.A.b.4	----- Voyages	95,6	121,4	-25,8
1.A.b.4.1	----- À titre professionnel	56,4	15,2	41,2
1.A.b.4.1.1	----- Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.1.2	----- Autres	56,4	15,2	41,2
1.A.b.4.2	----- À titre personnel	39,2	106,3	-67,1
1.A.b.4.2.1	----- Santé	0,1	5,9	-5,8
1.A.b.4.2.2	----- Éducation	1,3	34,8	-33,5
1.A.b.4.2.3	----- Autres	37,8	65,6	-27,8
1.A.b.4.0	----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	6,0	0,0	6,0
1.A.b.4.0.1	----- Biens	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.2	----- Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.3	----- Services d'hébergement	6,0	0,0	6,0
1.A.b.4.0.4	----- Services de restauration	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5	----- Autres services	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.1	----- Services de santé	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.2	----- Services d'éducation	0,0	0,0	0,0
1.A.b.5	----- Travaux de construction	8,8	56,4	-47,6
1.A.b.5.1	----- Travaux de construction réalisés à l'étranger	0,9	0,0	0,9
1.A.b.5.2	----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	7,9	56,4	-48,5
1.A.b.6	----- Services d'assurance et de retraite	4,4	58,8	-54,5
1.A.b.6.1	----- Assurance directe	0,2	49,4	-49,2
1.A.b.6.2	----- Réassurance	0,0	0,9	-0,9
1.A.b.6.3	----- Services auxiliaires d'assurance	4,2	8,3	-4,2
1.A.b.6.4	----- Services de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,2	-0,2
1.A.b.7	----- Services financiers	6,3	30,4	-24,1
1.A.b.7.1	----- Services financiers explicitement facturés et autres	6,3	30,4	-24,1
1.A.b.7.2	----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFM)	0,0	0,0	0,0
1.A.b.8	----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	6,6	-6,6
1.A.b.9	----- Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	68,2	179,4	-111,3
1.A.b.9.1	----- Services de télécommunications	55,7	135,0	-79,3
1.A.b.9.2	----- Services d'informatique	12,4	41,2	-28,8
1.A.b.9.3	----- Services d'information	0,0	3,2	-3,2
1.A.b.10	----- Autres services aux entreprises	11,7	231,1	-219,4
1.A.b.10.1	----- Services de recherche-développement	0,7	0,3	0,5
1.A.b.10.2	----- Services spécialisés et services de conseil en gestion	6,3	46,8	-40,5
1.A.b.10.3	----- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	4,6	184,0	-179,4
1.A.b.11	----- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,6	1,5	-0,9
1.A.b.11.1	----- Services audio-visuels et connexes	0,6	1,5	-0,9
1.A.b.11.2	----- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
1.A.b.12	----- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	17,6	45,0	-27,4
1.A.b.0.1	----- Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0,0	0,0	0,0

	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
1.B	-- Revenu primaire	230,0	1 292,8	-1 062,8
1.B.1	---- Rémunération des salariés	230,0	1 292,8	-1 062,8
1.B.2	---- Revenus des investissements	143,4	1 248,5	-1 105,1
1.B.2.1	----- Investissements directs	73,6	739,5	-665,9
1.B.2.1.1	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	65,2	661,0	-595,8
1.B.2.1.1.1	----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	50,0	366,6	-316,6
1.B.2.1.1.1.1	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	16,3	331,1	-314,7
1.B.2.1.1.1.2	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	33,3	19,6	13,7
1.B.2.1.1.1.3	----- Entre entreprises soeurs	0,4	15,9	-15,6
1.B.2.1.1.1.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.3	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2	----- Bénéfices réinvestis	15,2	294,4	-279,2
1.B.2.1.1.2.1	----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2.1.1	----- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2	----- Intérêts	8,4	78,5	-70,1
1.B.2.1.2.1	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	3,6	73,5	-70,0
1.B.2.1.2.2	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,8	0,7	0,0
1.B.2.1.2.3	----- Entre entreprises soeurs	4,1	4,2	-0,2
1.B.2.1.2.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.2	----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.3	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2M	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2	----- Investissements de portefeuille	56,8	323,1	-266,4
1.B.2.2.1	----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	4,6	29,8	-25,2
1.B.2.2.1.1	----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	4,6	29,8	-25,2
1.B.2.2.1.2	----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.1.2.1	----- Dividendes	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.1.2.2	----- Bénéfices réinvestis	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.2	----- Intérêts	52,1	293,3	-241,2
1.B.2.2.2.1	----- À court terme	25,5	32,4	-6,9
1.B.2.2.2.2	----- À long terme	26,6	260,9	-234,3
1.B.2.3	----- Autres investissements	13,0	185,9	-172,8
1.B.2.3.1	----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.2	----- Intérêts	13,0	185,9	-172,8
1.B.2.3.2M	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.3	----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4	----- Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.1	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2	----- Intérêts	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2M	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
1.B.3	----- Autre revenu primaire	7,5	0,0	7,5
1.B.3.1	----- Taxes sur la production et importations	7,5	0,0	7,5
1.B.3.2	----- Subventions à la production	0,0	0,0	0,0
1.B.3.3	----- Loyers	0,0	0,0	0,0
1.C	-- Revenu secondaire	224,3	626,9	-402,6
1.C.1	---- Administrations publiques	91,9	69,3	22,6
1.C.1.1	---- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	224,3	626,9	-402,6
1.C.1.1.1	----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.C.1.2	---- Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0
1.C.1.2.1	----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.C.1.3	---- Prestations Sociales (Débit)	0,0	0,0	0,0
1.C.1.4	---- Coopération internationale courante	91,9	69,3	22,6
1.C.1.5	---- Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0,0	0,0	0,0
1.C.1.5.1	----- Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.2	---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	132,5	557,6	-425,2
1.C.2.1	----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	110,4	494,4	-384,0
1.C.2.1.1	----- Envois de fonds des travailleurs	110,4	494,4	-384,0
1.C.2.2	----- Autres transferts courants	22,1	63,2	-41,1
1.C.2.0.1	----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,7	0,0	0,7
1.C.2.0.2	----- Cotisations sociales	0,5	3,8	-3,2
1.C.2.0.3	----- Prestations sociales	7,0	15,9	-8,8
1.C.2.0.4	----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	11,9	31,7	-19,8
1.C.2.0.5	----- Indemnités d'assurance dommage	1,7	0,3	1,4
1.C.2.0.6	----- Coopération internationale courante	0,1	10,9	-10,8
1.C.2.0.7	----- Transferts courants divers	0,0	0,6	-0,6
1.C.2.0.7.1	----- Dont: transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.3	---- Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
2	-- Compte de capital	101,4	1,0	100,4
2.1	-- Acquisitions (DR) / cessions (CR) d'actifs non financiers non produits	0,0	1,0	-1,0
2.2	-- Transferts de capital	101,4	1,0	100,4
2.2.1	---- Administration publique	101,4	0,0	101,4
2.2.1.1	----- Remises de dette	101,4	0,0	101,4
2.2.1.2	----- Autres transferts de capital	0,0	0,0	0,0
2.2.1.2.1	----- dont: impôts en capital	101,4	0,0	101,4
2.2.2	---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
2.2.2.1	----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
2.2.2.2	----- Autres transferts de capital	0,0	0,0	0,0
2.2.2.2.1	----- dont: impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0
2.2.2.0.1	----- dont: entre ménages	0,0	0,0	0,0
4	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	8 171,7	9 207,8	-1 036,0

	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
3	Compte financier	962,4	1 997,2	-1 034,8
5	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	962,4	1 997,2	-1 034,8
3.1	-- Investissement direct	0,8	410,3	-409,6
3.1.1	---- Titres de participation et parts de fonds de placement	62,0	366,2	-304,2
3.1.1.1	----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	46,8	71,8	-25,0
3.1.1.1.1	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	37,9	65,2	-27,2
3.1.1.1.2	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,8	0,0	0,8
3.1.1.1.3	----- Entre entreprises soeurs	8,1	6,6	1,5
3.1.1.1.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.3	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.1.2	----- Réinvestissement des bénéficiaires	15,2	294,4	-279,2
3.1.1.0.1	----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.1.1.0.1.1	----- Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
3.1.2	---- Instruments de dette	-61,3	44,1	-105,4
3.1.2.1	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	-0,7	38,8	-39,6
3.1.2.2	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	-19,4	-1,8	-17,6
3.1.2.3	----- Entre entreprises soeurs	-41,1	7,1	-48,3
3.1.2.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.3	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0	---- Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.1	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.2	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3	----- Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.3	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.2	-- Investissements de portefeuille	299,0	590,3	-291,3
3.2.1	---- Titres de participation et parts de fonds de placement	21,9	12,0	9,9
3.2.1.1	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.1.3	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.2.1.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,4	0,0	0,4
3.2.1.4	----- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.2.1.4.1	----- Autres sociétés financières	21,4	12,0	9,4
3.2.1.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	11,4	0,0	11,4
3.2.1.0.1	----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	10,0	12,0	-2,0
3.2.1.0.1.1	----- Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.2	----- Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2	----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.1	----- Réinvestissement des bénéficiaires	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.2	----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
3.2.2	---- Titres de créance	277,2	578,3	-301,2
3.2.2.1	----- Banque centrale	277,2	578,3	-301,2
3.2.2.1.1	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9.1	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	240,0	0,0	240,0
3.2.2.2.1	----- À court terme	240,0	0,0	240,0
3.2.2.2.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.3	----- Administrations publiques	0,0	578,4	-578,4
3.2.2.3.1	----- À court terme	0,0	271,9	-271,9
3.2.2.3.2	----- À long terme	0,0	306,5	-306,5
3.2.2.4	----- Autres secteurs	37,2	-0,1	37,3
3.2.2.4.0.1	----- À court terme	1,0	0,0	1,0
3.2.2.4.0.2	----- À long terme	36,2	-0,1	36,3
3.2.2.4.1	----- Autres sociétés financières	37,4	-0,1	37,5
3.2.2.4.1.1	----- À court terme	1,2	0,0	1,2
3.2.2.4.1.2	----- À long terme	36,2	-0,1	36,3
3.2.2.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-0,2	0,0	-0,2
3.2.2.4.2.1	----- À court terme	-0,2	0,0	-0,2
3.2.2.4.2.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0

	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
3.3	-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
3.3.1	---- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.3.2	---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.3	---- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.3.4	---- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.3.4.1	----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.3.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1	----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.1	----- Options	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.2	----- Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
3.3.0.2	----- Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
3.4	-- Autres investissements	-16,6	996,5	-1 013,2
3.4.1	---- Autres titres de participation	9,2	0,0	9,2
3.4.2	---- Monnaie fiduciaire et dépôts	-22,3	49,4	-71,8
3.4.2.1	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.1	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.1	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-40,0	49,4	-89,5
3.4.2.2.0.1	----- Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2.1	----- À court terme	-40,0	49,4	-89,5
3.4.2.2.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3.1	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4	----- Autres secteurs	17,7	0,0	17,7
3.4.2.4.0.1	----- À court terme	17,7	0,0	17,7
3.4.2.4.0.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.1	----- Autres sociétés financières	-20,9	0,0	-20,9
3.4.2.4.1.1	----- À court terme	-20,9	0,0	-20,9
3.4.2.4.1.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	38,6	0,0	38,6
3.4.2.4.2.1	----- À court terme	38,6	0,0	38,6
3.4.2.4.2.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3	---- Prêts	-67,1	1 134,3	-1 201,5
3.4.3.1	----- Banque centrale	0,0	427,9	-427,9
3.4.3.1.1	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	427,9	-427,9
3.4.3.1.2	----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.3	----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.1	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.2	----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.3	----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-67,4	-262,7	195,2
3.4.3.2.1	----- À court terme	-29,3	-206,1	176,8
3.4.3.2.2	----- À long terme	-38,1	-56,5	18,4
3.4.3.3	----- Administrations publiques	0,0	997,3	-997,3
3.4.3.3.1	----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.2	----- Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.3	----- Autres à long terme	0,0	997,3	-997,3
3.4.3.4	----- Autres secteurs	0,3	-28,1	28,4
3.4.3.4.0.1	----- À court terme	0,3	-0,9	1,2
3.4.3.4.0.2	----- À long terme	0,0	-27,2	27,2
3.4.3.4.1	----- Autres sociétés financières	0,3	43,5	-43,2
3.4.3.4.1.1	----- À court terme	0,3	0,0	0,3
3.4.3.4.1.2	----- À long terme	0,0	43,5	-43,5
3.4.3.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	-71,6	71,6
3.4.3.4.2.1	----- À court terme	0,0	-0,9	0,9
3.4.3.4.2.2	----- À long terme	0,0	-70,7	70,7
3.4.4	---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.4.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.3	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4	----- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.1	----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.1	----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.2	----- Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.3	----- Droits à pension	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.4	----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.5	----- Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.6	----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0

	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
3.4.5	.---- Crédits commerciaux et avances	52,8	-175,2	228,0
3.4.5.1	.----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3	.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4	.----- Autres secteurs	52,8	-175,2	228,0
3.4.5.4.0.1	.----- À court terme	7,7	-182,2	189,9
3.4.5.4.0.2	.----- À long terme	45,0	6,9	38,1
3.4.5.4.1	.----- Autres sociétés financières	-0,1	-2,4	2,3
3.4.5.4.1.1	.----- À court terme	-0,1	-2,4	2,3
3.4.5.4.1.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	52,9	-172,9	225,7
3.4.5.4.2.1	.----- À court terme	7,8	-179,8	187,6
3.4.5.4.2.2	.----- À long terme	45,0	6,9	38,1
3.4.6	.---- Autres comptes à recevoir/ à payer	10,9	-12,0	22,9
3.4.6.1	.----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-2,5	-11,8	9,4
3.4.6.2.1	.----- À court terme	-2,5	-11,8	9,4
3.4.6.2.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3	.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4	.----- Autres secteurs	13,4	-0,2	13,5
3.4.6.4.0.1	.----- À court terme	13,5	0,0	13,4
3.4.6.4.0.2	.----- À long terme	-0,1	-0,2	0,1
3.4.6.4.1	.----- Autres sociétés financières	-0,1	0,0	-0,1
3.4.6.4.1.1	.----- À court terme	-0,1	0,0	-0,1
3.4.6.4.1.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	13,5	-0,1	13,6
3.4.6.4.2.1	.----- À court terme	13,6	0,1	13,5
3.4.6.4.2.2	.----- À long terme	-0,1	-0,2	0,1
3.4.7	.---- Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0
3.5	.-- Avoirs de réserve	679,2	0,0	679,2
3.5.1	.---- Or monétaire	0,0	0,0	0,0
3.5.1.1	.----- Or métal	0,0	0,0	0,0
3.5.1.2	.----- Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
3.5.2	.---- Droits de tirage spéciaux	584,7	0,0	584,7
3.5.3	.---- Position de réserve au FMI	-112,0	0,0	-112,0
3.5.4	.---- Autres avoirs de réserve	206,5	0,0	206,5
3.5.4.1	.----- Monnaie fiduciaire et dépôts	206,5	0,0	206,5
3.5.4.1.1	.----- Créances sur les autorités monétaires	-0,9	0,0	-0,9
3.5.4.1.2	.----- Créances sur d'autres entités	207,4	0,0	207,4
3.5.4.2	.----- Titres	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1	.----- Titres de créance	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.1	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.2	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.2	.----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.5.4.3	.----- Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.5.4.4	.----- Autres créances	0,0	0,0	0,0
6	. Erreurs et omissions nettes	-7 209,4	-7 210,5	1,2

Source : BCEAO

	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
0.	- Postes pour mémoire	0,0	0,0	0,0
0.0	-- Financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
1.	- Transferts courants et ou en capital	0,0	0,0	0,0
1.1	--- Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.2	--- Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.3	--- Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.1	---- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
1.0.1.1	----- Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.1.2	----- Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.1.3	----- Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.2	---- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
1.0.2.1	----- Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.2.2	----- Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.2.3	----- Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.3	---- Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
1.0.3.1	----- Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.3.2	----- Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.3.3	----- Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.4	---- Administration publique	0,0	0,0	0,0
1.0.4.1	----- Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.4.2	----- Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.4.3	----- Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.5	---- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
1.0.5.1	----- Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.5.2	----- Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.5.3	----- Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
2.	- Investissements directs	0,0	0,0	0,0
2.1	--- Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.2	--- Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.1	---- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
2.0.1.1	----- Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.1.2	----- Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.2	---- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
2.0.2.1	----- Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.2.2	----- Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.3	---- Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
2.0.3.1	----- Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.3.2	----- Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.4	---- Administration publique	0,0	0,0	0,0
2.0.4.1	----- Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.4.2	----- Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.5	---- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
2.0.5.1	----- Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.5.2	----- Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
3.	- Investissement de portefeuille	0,0	0,0	0,0
3.1	--- Prises de participations liées à une réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
4.	- Autres investissements	0,0	0,0	0,0
4.1	--- Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.2	--- Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.1	---- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
4.0.1.1	----- Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.1.2	----- Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.2	---- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
4.0.2.1	----- Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.2.2	----- Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.3	---- Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
4.0.3.1	----- Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.3.2	----- Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.4	---- Administration publique	0,0	0,0	0,0
4.0.4.1	----- Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.4.2	----- Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.5	---- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
4.0.5.1	----- Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.5.2	----- Rééchelonnement de dettes existantes	83,7	0,0	0,0
5.	- Arriérés	0,0	0,0	0,0
5.1	--- Accumulation d'arriérés	0,0	0,0	0,0
5.1.1	---- Principal sur la dette à court terme	0,0	0,0	0,0
5.1.2	---- Principal sur la dette à long terme	0,0	0,0	0,0
5.1.3	---- Intérêts initiaux	0,0	0,0	0,0
5.1.4	---- Intérêts de pénalisation	0,0	0,0	0,0
5.2	--- Remboursement d'arriérés	0,0	0,0	0,0
5.2.1	---- Principal	0,0	0,0	0,0
5.2.2	---- Intérêts	0,0	0,0	0,0
5.3	--- Rééchelonnement d'arriérés	0,0	0,0	0,0
5.3.1	---- Principal	0,0	0,0	0,0
5.3.2	---- Intérêts	0,0	0,0	0,0
5.4	--- Annulation d'arriérés	0,0	0,0	0,0
5.4.1	---- Principal	0,0	0,0	0,0
5.4.2	---- Intérêts	0,0	0,0	0,0

- - - - - Entre entreprises soeurs

En milliards de FCF

Code SDMX	Libellé poste	AVOIRS	ENGAGEMENTS
300000 4 N AL AL E	Position extérieure global nette	9 662,7	22 940,4
310000 4 N AL AL E	- - Investissement direct	1 306,4	6 382,1
311000 4 N AL AL E	- - - Titres de participation et parts de fonds de placement	894,2	4 389,0
311100 4 N AL AL E	- - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	806,2	4 094,5
311110 4 N AL AL E	- - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	591,7	3 762,4
311120 4 N AL AL E	- - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	8,1	4,0
311130 4 N AL AL E	- - - - - Entre entreprises soeurs	177,3	40,7
311131 4 N AL AL E	- - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0
311132 4 N AL AL E	- - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0
311133 4 N AL AL E	- - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	15,2	0,0
312000 4 N AL AL E	- - - Instruments de dette	412,1	1 993,2
312100 4 N AL AL E	- - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	241,2	1 429,6
312200 4 N AL AL E	- - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	13,0	4,6
312300 4 N AL AL E	- - - - - Entre entreprises soeurs	157,9	559,0
312310 4 N AL AL E	- - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0
312320 4 N AL AL E	- - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0
312330 4 N AL AL E	- - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0
31200z 4 N AL AL E	- - - - Titres de créance :	0,0	0,0
31201z 4 N AL AL E	- - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0
31202z 4 N AL AL E	- - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0
31203z 4 N AL AL E	- - - - - Entre entreprises soeurs	0,0	0,0
31213z 4 N AL AL E	- - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0
31223z 4 N AL AL E	- - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0
31233z 4 N AL AL E	- - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0
320000 4 N AL AL E	- - Investissements de portefeuille	1 411,1	6 030,0
321000 4 N AL AL E	- - - Titres de participation et parts de fonds de placement	222,4	140,6
321000 4 N CB AL E	- - - - Banque centrale	0,0	0,0
321000 4 N GG AL E	- - - - Administrations publiques	0,0	0,0
321000 4 N DT AL E	- - - - établissements de dépôts autres que la banque centrale	66,8	0,0
321000 4 N OS AL E	- - - - Autres secteurs	155,6	140,6
321000 4 N FC AL E	- - - - - Autres sociétés financières	128,5	0,7
321000 4 N NC AL E	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	27,1	139,9
321100 4 N AL AL E	- - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0
321110 4 N AL AL E	- - - - - - Cotés en bourse	0,0	0,0
321120 4 N AL AL E	- - - - - - Non cotés en bourse	0,0	0,0
321200 4 N AL AL E	- - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0
32120z 4 N AL AL E	- - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0
322000 4 N AL AL E	- - - - Titres de créance	1 188,7	5 889,4
322000 4 N CB AL E	- - - - - Banque centrale	0,0	0,0
322000 4 N CB ST E	- - - - - - à court terme	0,0	0,0
322000 4 N CB LT E	- - - - - - à long terme	0,0	0,0
322000 4 N MA AL E	- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0
322000 4 N MA ST E	- - - - - - à court terme	0,0	0,0
322000 4 N MA LT E	- - - - - - à long terme	0,0	0,0
322000 4 N DT AL E	- - - - - établissements de dépôts autres que la banque centrale	1 082,6	0,0
322000 4 N DT ST E	- - - - - - à court terme	240,0	0,0
322000 4 N DT LT E	- - - - - - à long terme	842,6	0,0
322000 4 N GG AL E	- - - - - Administrations publiques	0,0	5 889,5
322000 4 N GG ST E	- - - - - - à court terme	0,0	1 316,7
322000 4 N GG LT E	- - - - - - à long terme	0,0	4 572,8
322000 4 N OS AL E	- - - - - Autres secteurs	106,1	-0,1
322000 4 N OS ST E	- - - - - - à court terme	3,4	0,0
322000 4 N OS LT E	- - - - - - à long terme	102,7	-0,1
322000 4 N FC AL E	- - - - - Autres sociétés financières	98,3	-0,1
322000 4 N FC ST E	- - - - - - à court terme	1,2	0,0
322000 4 N FC LT E	- - - - - - à long terme	98,8	-0,1
322000 4 N NC AL E	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	6,1	0,0
322000 4 N NC ST E	- - - - - - à court terme	2,2	0,0
322000 4 N NC LT E	- - - - - - à long terme	3,9	0,0

Code SDMX	Libellé poste	AVOIRS	ENGAGEMENTS	POSITION NETTE
330000 4 N AL AL E	- - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	1,7	0,0	1,7
330000 4 N CB AL E	- - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000 4 N MA AL E	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
330000 4 N DT AL E	- - - - établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000 4 N GG AL E	- - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
330000 4 N OS AL E	- - - - Autres secteurs	1,7	0,0	1,7
330000 4 N FC AL E	- - - - - Autres sociétés financières	1,7	0,0	1,7
330000 4 N NC AL E	- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
331000 4 N AL AL E	- - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	1,7	0,0	1,7
331100 4 N AL AL E	- - - - - - Options	0,0	0,0	0,0
331200 4 N AL AL E	- - - - - - Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
332000 4 N AL AL E	- - - - - Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
340000 4 N AL AL E	- - Autres investissements	1 934,5	10 528,2	-8 593,8
341000 4 N AL AL E	- - - Autres titres de participation	115,1	0,0	115,1
342000 4 N AL AL E	- - - Monnaie fiduciaire et dépôts	773,0	759,8	13,2
342000 4 N CB AL E	- - - - Banque centrale	0,0	184,8	-184,8
342000 4 N CB ST E	- - - - - à court terme	0,0	184,8	-184,8
342000 4 N CB LT E	- - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
342000 4 N MA AL E	- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
342000 4 N MA ST E	- - - - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
342000 4 N MA LT E	- - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
342000 4 N DT AL E	- - - - - établissements de dépôts autres que la banque centrale	122,7	574,9	-452,3
34200z 4 N DT AL E	- - - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
342000 4 N DT ST E	- - - - - - à court terme	122,7	574,9	-452,3
342000 4 N DT LT E	- - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
342000 4 N GG AL E	- - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
342000 4 N GG ST E	- - - - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
342000 4 N GG LT E	- - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
342000 4 N OS AL E	- - - - - Autres secteurs	650,3	0,0	650,3
342000 4 N OS ST E	- - - - - - à court terme	650,3	0,0	650,3
342000 4 N OS LT E	- - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
342000 4 N FC AL E	- - - - - - Autres sociétés financières	12,3	0,0	12,3
342000 4 N FC ST E	- - - - - - - à court terme	12,3	0,0	12,3
342000 4 N FC LT E	- - - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
342000 4 N NC AL E	- - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	638,0	0,0	638,0
342000 4 N NC ST E	- - - - - - - à court terme	638,0	0,0	638,0
342000 4 N NC LT E	- - - - - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
343000 4 N AL AL E	- - - - Prêts	339,6	7 747,2	-7 407,6
343000 4 N CB AL E	- - - - - Banque centrale	0,0	1 262,1	-1 262,1
34300z 4 N CB AL E	- - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	1 262,1	-1 262,1
343000 4 N CB ST E	- - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000 4 N CB LT E	- - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000 4 N MA AL E	- - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
34300z 4 N MA AL E	- - - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000 4 N MA ST E	- - - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000 4 N MA LT E	- - - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000 4 N DT AL E	- - - - - établissements de dépôts autres que la banque centrale	339,3	285,7	53,6
343000 4 N DT ST E	- - - - - - à court terme	377,4	342,2	35,2
343000 4 N DT LT E	- - - - - - à long terme	-38,1	-56,5	18,4
343000 4 N GG AL E	- - - - - Administrations publiques	0,0	5 361,2	-5 361,2
34300z 4 N GG AL E	- - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000 4 N GG ST E	- - - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
343000 4 N GG LT E	- - - - - - Autres à long terme	0,0	5 361,2	-5 361,2
343000 4 N OS AL E	- - - - - Autres secteurs	0,3	838,3	-838,0
343000 4 N OS ST E	- - - - - - à court terme	0,3	12,9	-12,6
343000 4 N OS LT E	- - - - - - à long terme	0,0	825,4	-825,4
343000 4 N FC AL E	- - - - - - Autres sociétés financières	0,3	65,5	-65,3
343000 4 N FC ST E	- - - - - - - à court terme	0,3	3,8	-3,5
343000 4 N FC LT E	- - - - - - - à long terme	0,0	61,8	-61,8
343000 4 N NC AL E	- - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	772,7	-772,7
343000 4 N NC ST E	- - - - - - - à court terme	0,0	9,2	-9,2

Code SDMX	Libellé poste	AVOIRS	ENGAGEMENTS	POSITION NETTE
344000 4 N AL AL E	- - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	8,5	17,3	-8,8
344000 4 N CB AL E	- - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000 4 N MA AL E	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
344000 4 N DT AL E	- - - - établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000 4 N GG AL E	- - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
344000 4 N OS AL E	- - - - Autres secteurs	8,5	17,3	-8,8
344000 4 N FC AL E	- - - - Autres sociétés financières	8,5	17,3	-8,8
344000 4 N NC AL E	- - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
344100 4 N AL AL E	- - - - Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
344200 4 N AL AL E	- - - - Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
344300 4 N AL AL E	- - - - Droits à pension	0,0	0,0	0,0
344400 4 N AL AL E	- - - - Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
344500 4 N AL AL E	- - - - Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
344600 4 N AL AL E	- - - - Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
345000 4 N AL AL E	- - - - Crédits commerciaux et avances	667,8	828,1	-160,4
345000 4 N CB AL E	- - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000 4 N CB ST E	- - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
345000 4 N CB LT E	- - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
345000 4 N MA AL E	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
345000 4 N MA ST E	- - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
345000 4 N MA LT E	- - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
345000 4 N DT AL E	- - - - établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000 4 N DT ST E	- - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
345000 4 N DT LT E	- - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
345000 4 N GG AL E	- - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
345000 4 N GG ST E	- - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
345000 4 N GG LT E	- - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
345000 4 N OS AL E	- - - - Autres secteurs	667,8	828,1	-160,4
345000 4 N OS ST E	- - - - à court terme	297,4	666,5	-369,1
345000 4 N OS LT E	- - - - à long terme	370,3	161,6	208,7
345000 4 N FC AL E	- - - - Autres sociétés financières	21,2	1,8	19,3
345000 4 N FC ST E	- - - - à court terme	0,8	1,8	-1,0
345000 4 N FC LT E	- - - - à long terme	20,3	0,0	20,3
345000 4 N NC AL E	- - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	646,6	826,3	-179,7
345000 4 N NC ST E	- - - - à court terme	296,6	664,7	-368,1
345000 4 N NC LT E	- - - - à long terme	350,0	161,6	188,4
346000 4 N AL AL E	- - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	30,6	938,6	-908,1
346000 4 N CB AL E	- - - - Banque centrale	0,0	922,9	-922,9
346000 4 N CB ST E	- - - - à court terme	0,0	922,9	-922,9
346000 4 N CB LT E	- - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
346000 4 N MA AL E	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
346000 4 N MA ST E	- - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
346000 4 N MA LT E	- - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
346000 4 N DT AL E	- - - - établissements de dépôts autres que la banque centrale	1,6	1,8	-0,1
346000 4 N DT ST E	- - - - à court terme	1,6	1,8	-0,1
346000 4 N DT LT E	- - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
346000 4 N GG AL E	- - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
346000 4 N GG ST E	- - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
346000 4 N GG LT E	- - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
346000 4 N OS AL E	- - - - Autres secteurs	28,9	14,0	14,9
346000 4 N OS ST E	- - - - à court terme	27,8	9,7	18,1
346000 4 N OS LT E	- - - - à long terme	0,6	4,3	-3,7
346000 4 N FC AL E	- - - - Autres sociétés financières	13,2	0,9	12,3
346000 4 N FC ST E	- - - - à court terme	13,7	0,9	12,7
346000 4 N FC LT E	- - - - à long terme	-0,5	0,0	-0,5
346000 4 N NC AL E	- - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	15,2	13,1	2,1
346000 4 N NC ST E	- - - - à court terme	14,1	8,7	5,3
346000 4 N NC LT E	- - - - à long terme	1,1	4,3	-3,2
347000 4 N AL AL E	- - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	237,2	-237,2
350000 4 N AL AL E	- - - - Avoirs de réserve	5 009,0	0,0	5 009,0
351000 4 N AL AL E	- - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0
351100 4 N AL AL E	- - - - Or métal	0,0	0,0	0,0
351200 4 N AL AL E	- - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
352000 4 N AL AL E	- - - - Droits de tirage spéciaux	898,8	0,0	898,8
353000 4 N AL AL E	- - - - Position de réserve au FMI	-9,6	0,0	-9,6
354000 4 N AL AL E	- - - - Autres avoirs de réserve	4 119,8	0,0	4 119,8
354100 4 N AL AL E	- - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	4 119,8	0,0	4 119,8
354110 4 N AL AL E	- - - - Créances sur les autorités monétaires	1,8	0,0	1,8
354120 4 N AL AL E	- - - - Créances sur d'autres entités	4 118,0	0,0	4 118,0
354200 4 N AL AL E	- - - - Titres	0,0	0,0	0,0
354210 4 N AL AL E	- - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0
354210 4 N AL ST E	- - - - à court terme	0,0	0,0	0,0
354210 4 N AL LT E	- - - - à long terme	0,0	0,0	0,0
354220 4 N AL AL E	- - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
354300 4 N AL AL E	- - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
354400 4 N AL AL E	- - - - Autres créances	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int